

Dr. Leonid Petrov

Visiting Fellow
Division of Pacific and Asian History,
School of Culture, History and Language,
College of Asia and the Pacific,
The Australian National University
Building 9 (Coombs Bld.) Canberra, ACT 0200, AUSTRALIA

Canberra ACT 2602 Australia
T: +61-403076604
F: +61- 2- 61255525
E: leonid.petrov@anu.edu.au

ATTN: Ms. Julie Manley, Publications Manager

Monday, 13 May 2013

I certify that I carried out the research leading to the following publication whilst I was a visiting member of staff at the Department of Pacific and Asian History, CAP, Australian National University.

- 1 Leonid Petrov, 'Cyber Attacks May Spark New War in Korea', (38 North, U.S.-Korea Institute at the Paul H. Nitze School of Advanced International Studies, Johns Hopkins University, 9 July 2012)
<http://38north.org/2012/07/lpetrov070912/>
- 2 Leonid Petrov, 'Corée du Nord: Ce que voulait Kim Jong-il' (Asie21, n°52, Juin 2012), p.16-17
http://asie21.com/asie/images/pdf/lc_asie21_52_juin_12_s.pdf?d4dad6935f632ac35975e3001dc7bbe8=f7f2bfe1fb6cd637e72e2153aa1eec60

Translation

Title: "What did Kim Jong-il Want?"

Abstract: Speculations about the Last Will and Testament of the late North Korean leader Kim Jong-Il, who died on 17 December 2011, are mounting and raise many questions about the future of inter-Korean relations. Separate parts of the alleged document have been recently obtained by the South Korean think tanks. These days, North Korea watchers in South Korea and overseas are debating and evaluating the veracity of this document. There is no consensus yet, but the "Will of Kim Jong-Il" helps us understand the current situation in North Korea and tells us much about the direction which the country is likely to advance. Regardless of whether the "Will of Kim Jong-Il" is authentic or fake, it emphasises the importance of inter-Korean relations and encourages Koreans in the North and South to resume dialogue and cooperation.

- 3 Leonid Petrov, 'Moscow Supports Kim Jong-Un '(The Montréal Review, 28 July 2012)
<http://www.themontrealreview.com/2009/Russia-Supports-North-Korea.php>

Signed:



Leonid Petrov (Phd)
Researcher in Korean Studies



• VEILLE • ANALYSE • PROSPECTIVE •
Le contexte de l'intelligence économique

LETTRE

CONFIDENTIELLE

Asie21 - futuribles

ASIE | ASIE MÉDIANE | EXTRÊME-ORIENT | ASIE DU SUD-EST | ASIE DU SUD

**Directeur de publication &
Rédacteur en chef**
Catherine Bouchet-Orphelin

© Copyright
**Reproduction et
rediffusion interdites**

Finalisées eurl
Siège social : 13 avenue Boudon
75016 Paris

Comité de rédaction
Laurent Amelot, Catherine Bouchet-Orphelin, Jean-Raphaël Chaponnière, Philippe Delalande, Patrick Dombrowsky, Emmanuel Dubois, Patrick Hébert, Jean Hourcade, Michel Jan, Alain Lamballe, Arnaud Leveau, Jorge Lusaf, Michel Lumaux, Rémi Perelman, Jean Perrin, Daniel Schaeffer.



Abonnement
contact@asie21.com
www.asie21.com

ISSN 2105-0627
RCS Paris B 409 224 169
Siret : 409 224 169 00014
Code APE : 741G
N°ident. intracommunautaire :
FR70409224169.

Sommaire

1°

ÉVÉNEMENTS MAJEURS DU MOIS ET ENJEUX DE DEMAIN

ASIE

ÉCONOMIE

Les voies concurrentes de l'intégration asiatique p.3
Jean-Raphaël Chaponnière

ASIE MÉDIANE

KIRGHIZSTAN- TADJIKISTAN- AFGHANISTAN-PAKISTAN

Projet de création d'un réseau électrique p.5
Alain Lamballe

AFGHANISTAN

Vers un éclatement ? p.6
Jean Perrin

FRANCE – ASIE MÉDIANE

Quelle place pour la diplomatie française ? p.7
Patrick Dombrowsky

EXTRÊME-ORIENT

CHINE

• La Chine à la croisée des chemins ? p.8
Michel Jan

• Madame Chen Lihua, femme de cœur ou homme de paille ? ... p.9
Catherine Bouchet-Orphelin

CHINE – TAIWAN

L'opposition taiwanaise se rapproche de Pékin p.11
Emmanuel Dubois

CHINE – ÉTATS-UNIS – FRANCE

Soupçon d'installation d'une porte dérobée (backdoor) sur une puce électronique fabriquée en Chine p.12
Daniel Schaeffer

CHINE – AFRIQUE

Programme militaire à l'échelle continentale p.14
Jorge Lusaf

CHINE - AFRIQUE DU SUD

La Chine se prépare pour l'après Zuma p.15
Laurent Amelot

CORÉE DU NORD

Ce que voulait Kim Jong-il... p.16
Leonid Petrov

CORÉE DU SUD

Ambitions sud-coréennes dans l'Arctique p.18
Arnaud Leveau

ASIE DU SUD-EST

BIRMANIE

Les minorités musulmanes et le cas de l'Arakan p.19
Jean Hourcade

THAÏLANDE

L'armée, Thaksin et le flot p.20
Rémi Perelman

VIETNAM ET CHINE

Régimes similaires, maux analogues p.22
Philippe Delalande

MER DE CHINE DU SUD

La permanence chinoise à la mer p.23
Daniel Schaeffer

ASIE DU SUD

NÉPAL

De nouveau le marasme politique
Michel Lummaux

2°

ALERTES

CHINE - ALGÉRIE - CORÉE DU NORD

Frégates contre pétrole p.26
Jorge Lusaf

CHINE – RUSSIE

• Rencontre au sommet p.26
Jorge Lusaf

• Partenariat stratégique sino-russe
Laurent Amelot

JAPON

Le Japon se préoccupe du trafic maritime dans l'Arctique p.27
Rémi Perelman

INDE - JAPON

Coopération navale indo-japonaise
Laurent Amelot

3°

POINT À SURVEILLER

De la subordination des faibles et des indécis... p.28
Michel Jan

1.

Événements majeurs du mois et enjeux de demain

ASIE | ASIE MÉDIANE | EXTRÊME-ORIENT | ASIE DU SUD-EST | ASIE DU SUD

Asie

Les voies concurrentes de l'intégration asiatique

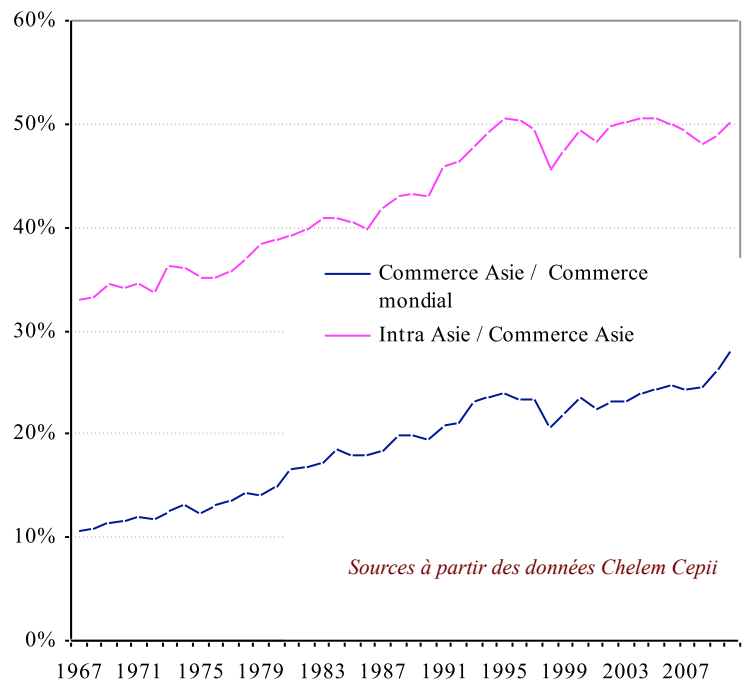
FAITS

La 12^e session de négociation du *Trans-Pacific Partnership* (TPP) s'est déroulée à Dallas au mois de mai et une semaine auparavant, la Chine, la Corée et le Japon ont annoncé le lancement des négociations pour une zone de libre échange et ratifié un accord de protection des investissements.

ENJEUX

Les pays asiatiques (du Japon à Singapour) réalisent près de la moitié de leurs échanges avec d'autres pays de la région. Jusque dans les années 1990, la progression des échanges intra-asiatiques a accompagné l'essor de l'Asie (Est et Sud-Est) dans le commerce mondial (voir graphique). Depuis, alors que le poids de l'Asie dans les échanges mondiaux a continué d'augmenter [de 20 % en 1990 à 28 % en 2011], la part des échanges intra-asiatiques n'a plus augmenté. Une stagnation d'autant plus paradoxale qu'entre-temps les accords de libre échange s'étaient multipliés : le TPP et le projet de libre échange de l'Est asiatique, les deux voies de l'intégration asiatique, sont les derniers avatars de ce processus qui a conduit à comparer la région à « un bol de nouilles ».

Le succès ou l'échec de ces deux tentatives n'auront pas beaucoup d'importance pour l'évolution à moyen terme



des échanges intra-asiatiques. En effet, la spécificité du commerce intra-asiatique est le rôle de l'électronique. Les échanges de composants, demi produits et produits finis qui assurent 40 % du commerce intra asiatique, n'ont pas besoin de ces accords car ils ne sont pas taxés

lorsqu'ils traversent les frontières, soit parce que les importateurs sont implantés dans des zones franches, soit parce qu'ils ont négocié des avantages douaniers, soit parce que ces produits relèvent de l'accord sur les technologies de l'information signé à Singapour en 1996 qui exonère de taxes les échanges de l'industrie électronique.

L'intégration asiatique est un phénomène *de facto*. Il est peu probable que les projets d'accord (intégration *de jure*) aboutissent sur une zone de libre échange, voire sur une intégration « profonde » de type européen qui suscite désormais de nombreuses interrogations en Asie. L'avenir à moyen terme de l'intégration asiatique dépend autant de l'avenir de ces tentatives que de la stratégie des entreprises. Les accidents de Fukushima et les inondations de Bangkok ayant révélé les fragilités du « circuit intégré asiatique », les entreprises envisagent de concentrer leurs activités sur les plus gros marchés, ce qui pourrait freiner les échanges intra-asiatiques.

COMMENTAIRES

Il y a deux voies concurrentes vers l'intégration économique de l'Asie :

La voie asiatique qui démarre en 1967 avec l'ASEAN et la tentative malaisienne d'élargissement à la Chine, au Japon, à la Corée et Taiwan : *East Asian economic « grouping »* devenu un simple « caucus » où s'est noué le dialogue ASEAN + 3 (Chine, Corée et Japon) qui a lancé l'étude de faisabilité de l'*East Asia Free trade Area* (EAFTA). Parallèlement, le Japon et la Chine se sont lancés dans la course aux Accords de libre échange (ALE) : Tokyo a tiré le premier en signant avec Singapour en 2002. Deux ans plus tard, Pékin a signé

avec l'ASEAN 10 qui, mis en œuvre en 2010 avec 7 pays (Vietnam, Laos, Cambodge et Myanmar attendront 2015), aboutit à la plus grande zone de libre échange (en termes de population) dans le monde. Le Japon a réagi en signant avec les pays de l'ASEAN et la Corée est entrée dans la course en signant elle aussi un traité avec l'ASEAN en mai 2006. La signature d'un accord entre la Chine, la Corée et le Japon parachèverait ce projet d'intégration qui ne répond toutefois pas à la définition d'un accord de libre échange ! Ces traités sont d'autant plus faciles à signer qu'ils acceptent de très nombreuses exceptions.

La voie américaine qui propose une intégration plus « profonde », le TPP, seconde initiative des États-Unis en Asie depuis l'APEC en décembre 1989. Déçu par l'échec du Doha round, Washington a rejoint l'initiative P4 de l'Australie, du Chili, de la Nouvelle Zélande et de Brunei en proposant un accord « OMC+ » qui envisage l'adoption de normes de régulation américaines. Il prévoit la levée de restrictions « derrière la frontière » que plusieurs pays, outre la Chine et l'Indonésie qui ne sont pas candidats, auront bien du mal à accepter : ainsi les avantages aux bumiputras en Malaisie, le statut des entreprises d'État au Vietnam et l'accès aux marchés publics dans tous les pays. La position japonaise sera déterminante pour l'avenir de cette initiative américaine qui doit être placée dans son contexte stratégique. Les États-Unis ont capitalisé sur la crainte qu'inspire la montée en puissance de la Chine pour se réengager en Asie. Toutefois, compte tenu de la place de l'économie chinoise en Asie, il n'est pas réaliste d'envisager une intégration qui l'exclurait.

Jean-Raphaël Chaponnière

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

Kirghizistan-Tadjikistan-Afghanistan-Pakistan

Projet de création d'un réseau électrique

FAITS

Le Kirghizistan, le Tadjikistan, l'Afghanistan et le Pakistan ont signé à Dubai, le 17 mai 2012, un protocole d'accord pour édifier en commun un réseau électrique reliant les quatre pays.

ENJEUX

L'exploitation des importants potentiels hydroélectriques kirghiz et tadjik, encore insuffisamment mis en valeur, constitue un enjeu pour tous les pays d'Asie centrale qui ont besoin d'eau pour l'irrigation ainsi que pour l'Afghanistan et le Pakistan qui manquent tous les deux de sources d'énergie (propriété asie21). La fourniture d'électricité à l'Afghanistan et au Pakistan risque de se faire au détriment des pays aval d'Asie centrale, Ouzbékistan, Turkménistan et Kazakhstan.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Le projet dénommé *Central Asia-South Asia 1000* (CASA-1000) ne peut se concrétiser sans apports de fonds extérieurs à la zone. La Russie propose d'accorder un prêt de 500 millions de dollars pour la réalisation du réseau électrique. La Banque mondiale et la Banque islamique de développement ont également promis des financements.

Le projet ne pourra pas non plus voir le jour si la sécurité n'est pas assurée. Le tronçon afghan aura tout particulièrement besoin d'être sécurisé.

De manière générale, le Pakistan cherche à développer ses relations avec l'Asie centrale. À partir de juin 2012, *Tajik Airlines* assurera une liaison entre Douchanbe et Islamabad. Des vols desservant Lahore et Karachi pourraient être ultérieurement ajoutés. Un axe routier pourrait aussi être construit pour relier les deux pays par le corridor afghan du Wakhan. Un accord de transit via l'Afghanistan est envisagé. La *Bank of Pakistan* a déjà établi un bureau à Douchanbe. Un *Pakistan-Tajikistan Business Forum* doit, par ailleurs, être créé prochainement.



Alain Lamballe

Afghanistan

Vers un éclatement ?

FAITS

2014 est la date annoncée pour le retrait total des forces étrangères d'Afghanistan, tout au moins des troupes combattantes, les États-Unis ayant conclu début mai avec le régime de Kaboul un accord de coopération stratégique, ratifié par le Parlement afghan, leur permettant de maintenir une présence militaire après 2014.

La Russie et la Chine insistent pour que le retrait de la coalition ne s'effectue qu'après avoir fait rapport à l'ONU de l'exécution de son mandat. La Chine fait valoir que les pays occidentaux ont été incapables de remplir la mission qui leur avait été confiée. Ils en sont d'ailleurs réduits à mener des pourparlers à Doha avec des *taliban*. Sur le terrain, les *taliban* déclarent que prolonger les pourparlers avec l'occupant revient à perdre la confiance du peuple. De son côté, Henry Kissinger, dans une de ses rares interventions, estimait l'année dernière qu'il serait nécessaire de négocier avec les partisans du mollah Omar. Certains experts se plaisent à croire que Hamid Karzai pourrait demeurer le représentant de l'ethnie pachtoune au sein d'un gouvernement de coalition dominé par des *taliban*.

ENJEUX

La réalité paraît plus complexe. Comme on le sait, l'Afghanistan est peuplé de plusieurs ethnies et les antagonismes entre elles se sont développés au cours des dernières années. Les Pachtounes sont majoritaires dans l'administration de Kaboul alors que le Parlement a une composition plus diversifiée. Hamid Karzai serait prêt, dit-on, à reconnaître la **ligne Durand** comme frontière afghano-pakistanaise, alors que les nationalistes pachtounes s'y opposent, (propriété asie21) caressant l'idée de création d'un grand Pachtounistan empiétant sur le Pakistan, suivis en cela par des experts américains hostiles au régime d'Islamabad.

Les autres ethnies seraient plus favorables à la reconnaissance de la ligne Durand car cela permettrait d'exclure les Pachtounes qui se trouvent à l'est de la frontière. Or,

d'après des statistiques datant des années 1990, les Pachtounes ou Pathans sont plus nombreux au Pakistan (14 millions) qu'en Afghanistan (10 millions). Toute négociation qui ne prendrait pas en compte la diversité ethnique du pays pourrait conduire au renforcement des idées séparatistes et à l'éclatement du pays.

La géographie ethnique s'est elle-même modifiée considérablement depuis le XVIII^e siècle où les Tadjiks étaient beaucoup plus nombreux dans le sud. Ils furent expropriés progressivement par les émirs pachtounes qui s'étaient installés à Kaboul. Plus récemment, des groupes pachtounes ont migré vers le nord, à proximité de Kunduz, dans des zones habitées traditionnellement par des Tadjiks. En 1979, Hafizullah Amin, président du Conseil révolutionnaire jusqu'à l'intervention soviétique qui lui coûta la vie, avait envisagé de créer une fédération afghane sur le modèle des républiques soviétiques. Certains cercles américains seraient favorables à la formation d'un Pachtounistan dans le sud, où résident aussi des Tadjiks et des Hazaras, et d'une confédération dans le nord peuplée de Tadjiks et d'Ouzbeks. Ils prévoient aussi la création d'un Baloutchistan unifié composé des provinces baloutches du Pakistan (4 millions d'hab.), de l'Iran (1 million) et de l'Afghanistan où les Baloutches seraient au nombre de 170.000. L'Afghanistan est donc plus que jamais une mosaïque de populations.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Contrairement aux estimations selon lesquelles l'Afghanistan pourrait se diviser en deux, une zone pachtoune administrée par des *taliban* et une zone septentrionale gouvernée par l'ancienne Alliance du Nord et composée de Tadjiks, d'Ouzbeks et de Turkmènes, le pays pourrait fort bien se fragmenter en plusieurs parties.

En outre, un éclatement de l'Afghanistan ne serait pas sans conséquences sur les nouveaux États que sont devenues les anciennes républiques soviétiques : sur le Tadjikistan, très perméable et fragile, sur l'Ouzbékistan, plus solide mais qui n'est pas à l'abri de soubresauts, le Kirghizstan



La ligne Durand
source : blogbacpro13

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

qui peine à maintenir un semblant d'unité. Il n'est pas jusqu'au Kazakhstan qui ne serait concerné par cette instabilité.

Les Américains ont prévu de continuer à utiliser des bases après 2014 : l'ancienne base soviétique de Chindand dans la province de Hérat, la base britannique Lachkargah à Hilmand qui possède, paraît-il, la plus longue piste d'atterrissage au monde et un point d'appui à Kandahar. Selon la rumeur, ils seraient en train de construire dans ce secteur une base souterraine pourvue de deux pistes d'envol et prévue pour accueillir 4 000 hommes de troupe. Cette base pourrait aussi servir à une action contre l'Iran.

L'évolution de la situation sur le terrain leur permettra-t-elle de mener ces plans à leur terme ? Rien n'est moins sûr.

Jean Perrin



Pachtounistan (en rouge)
source : rimbusblog

Asie médiane - France

Quelle place pour la diplomatie française ?

FAITS

Sitôt passée son élection à la présidence de la République, le 6 mai 2012, François Hollande a réaffirmé sa décision de retirer plus tôt que prévu d'Afghanistan les troupes combattantes qui y avaient été déployées, aux côtés de celles de nombreux autres États, à partir de la fin de 2012. Lors du dernier sommet de l'OTAN, le 20 mai 2012 à Chicago, il a très clairement indiqué que cette décision n'était pas négociable, même si elle rencontre les réticences de nombreux partenaires, au premier rang desquels les États-Unis.

Comme pour accréditer auprès de l'opinion publique française l'urgence d'anticiper ce départ, un nouvel attentat meurtrier a été perpétré le 9 juin 2012 contre ces mêmes forces combattantes, portant à 87 le nombre de décès déplorés par l'armée française durant son intervention afghane.

ENJEUX

L'enjeu premier de ce retrait annoncé pour la fin de 2012 concerne avant tout l'Afghanistan lui-même. La question est loin d'être résolue de savoir si les balbutiantes forces armées du pays, malgré l'entraînement et les équipements dont elles ont bénéficié depuis dix ans, seront opérationnelles pour suppléer les troupes françaises (et toutes les autres, dont le départ est prévu d'ici à 2014). Si la chaîne de commandement semble exister, tant qu'elle s'adosse à celle des forces de la coalition internationale, il est légitime de s'interroger sur la capacité du pouvoir présidé par M. Karzai d'en conserver le contrôle. L'Afghanistan reste avant tout structuré par un système politique de type féodal, où les allégeances régionales, claniques, familiales, sont de loin plus solides que les volatiles alliances politiques. Or, pour imparfait et inefficace qu'il soit, le régime actuel reste à tout prendre la moins mauvaise des garanties, dans le paysage

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

politique afghan actuel, contre le retour au pouvoir des *taliban* (si tant est qu'ils souhaitent eux-mêmes ce retour). Sa solidité future n'est donc pas anodine.

Mais, par ailleurs, le retrait français pourrait induire d'autres évolutions, plus largement régionales, pour la diplomatie française. Débarrassée du fardeau de son implication militaire en Afghanistan, la France pourrait enfin tâcher de contribuer à la structuration géopolitique d'une aire qui, du Kazakhstan aux confins pakistanais et de l'Iran au Xinjiang, peine encore, vingt ans après son émergence, à se trouver une cohérence (propriété asie21). La parole de la France, trop longtemps restée timide et engoncée dans des grilles de lecture manichéennes datant de la guerre froide, y serait d'autant plus bienvenue que les autres acteurs extérieurs non spécifiquement régionaux (États-Unis, Russie, Chine, mais aussi Inde et Arabie saoudite) sont prioritairement guidés par des arrière-pensées souvent peu attentives aux équilibres de la zone.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Il faudra pour cela sortir de la vision essentiellement culturelle qui caractérise toujours le regard que porte la France sur cette région, lorsqu'elle réfléchit au rôle qu'elle pourrait y jouer. Ni la vénérable Délégation archéologique française en Afghanistan, ni le sommeillant Institut français d'études sur l'Asie centrale, ne peuvent suffire à donner une colonne vertébrale à l'ambition que la France peut avoir en Asie médiane. Accueillir des expositions, aussi belles soient-elles, dans

les musées français, ne peut pas compenser le fait que nos seuls engagements économiques significatifs dans cette région du monde sont la construction des palais présidentiels turkmènes et une faible part des concessions pétrolières du Kazakhstan. Ni le fait que si François Mitterrand fut le premier chef d'État occidental à se rendre dans la région, dès 1992, c'était avant tout pour admirer le *Registan* de Samarkand et offrir un cheval turkmène *Akhal Teke* à sa fille.

Il y a depuis 1991, au centre de l'Asie, une incontestable appétence pour plus de présence française. Mais celle-ci s'est émoussée au fil des années, car elle n'a guère obtenu de réalisations ni d'engagements en retour. Ceux-ci, bien sûr, représentent de lourds investissements et se heurtent désormais à de nombreuses concurrences. Mais à l'heure où les zones traditionnelles d'influence française, en Afrique et autour de la Méditerranée, s'éloignent peu à peu de Paris, il n'est que temps de montrer que la diplomatie française a pris conscience que la mondialisation est aussi un phénomène géopolitique (et pas seulement commercial), qui oblige tous les États aspirant à jouer un rôle planétaire à s'inventer de nouveaux espaces de présence.

Le retrait des forces françaises combattant en Afghanistan pourrait être le moment à saisir pour imaginer, en France, une diplomatie plus globalement asiatique. En commençant par inventer sa relation avec le cœur géopolitique du continent.

Patrick Dombrowsky

Chine

La Chine à la croisée des chemins ?

FAITS

La Chine serait-elle à la croisée des chemins ? C'est du moins ce que se demandent bien des observateurs, sans pour autant être assurés ce que pourrait être la voie suivante la plus probable.

Le professeur Brahma Chellaney, professeur d'études stratégiques du Centre de recherches politiques de New-Delhi fait une analyse qui, allant au-delà du succès économique, s'appuie sur les signes de fractures politiques multiples révélés depuis plusieurs mois. Il propose cinq scénarios :

1. **un ré-équilibre** : le parti protège sa légitimité, contrôle les militaires, parvient à maîtriser la révolte populaire, le statu quo prévaut. Étant donné les divisions internes de plus en plus prononcées au sein

du parti et la montée du mécontentement de la population, c'est le scénario le moins plausible ;

2. **une implosion** : la possibilité de désintégration politique, d'effondrement économique et de désordre social n'est pas plus vraisemblable que l'est la précédente. Le gouvernement chinois a mis en œuvre le plus important budget de maintien de l'ordre au monde, un budget supérieur à celui de la défense, pour s'assurer de la stabilité intérieure.

Cela souligne à quel niveau les autorités doivent mener la répression pour pouvoir perpétuer le monopole du parti unique et contrôler des minorités nationales insoumises habitant plus de 60 % du territoire national. Cela explique aussi que, si une seule immolation par le feu en Tunisie a déclenché le

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

printemps arabe, quelque trois douzaines d'immolations de moines et de nonnes tibétains n'ont pu allumer un mouvement populaire identique contre l'État chinois. Les autorités chinoises ont su prendre de multiples mesures préventives et le gouvernement peut poursuivre sa politique de « détente à l'extérieur et de vigilance à l'intérieur » (*waisong neijin* 外鬆內緊) ;

3. **une réforme contrôlée** : un processus de changement politique progressif commence, en tenant compte de l'avertissement de l'actuel Premier ministre Wen Jiabao, selon lequel « sans réforme, la Chine risque agitation et fin de la croissance économique ». Mais les « princes » ne semblent pas le moins du monde capables d'accepter des réformes politiques ;
4. **un grand bond en arrière** : une nouvelle révolution culturelle commence, menée par des dirigeants qui cherchent à réduire toute dissension ;
5. **un soulèvement de prétoriens** : l'armée chinoise règne sous couvert d'habits civils et en contrôlant les membres du gouvernement. La direction civile étant devenue de plus en plus diffuse, les militaires ont acquis de plus en plus d'autonomie. Leur budget s'est singulièrement accru. Dès lors, sans homme fort à sa tête, le parti est devenu dépendant des militaires pour confirmer sa légitimité politique et assurer l'ordre interne. Au cours des dernières semaines, de nombreux appels à la discipline et à l'unité au sein du parti de hauts dirigeants militaires ont paru dans plusieurs publications officielles, faisant allusion au rôle des militaires pour contenir les querelles intérieures. On relève également que des généraux ont tendance à se prononcer de plus en plus sur les questions stratégiques au point de court-circuiter la diplomatie.

L'état de la politique intérieure a des effets sur la politique étrangère. Plus la direction civile devient faible

et plus la Chine s'écarte de la règle définie par Deng Xiaoping : « cacher ses talents et ne pas révéler ses ambitions » (*taoguang yanghui*, 韬光养晦). Quel que soit le scénario, il sera de plus en plus difficile aux dirigeants chinois de s'en tenir à une politique étrangère équilibrée et bien définie.

ENJEUX ET COMMENTAIRES

De tels scénarios sont mentionnés par plusieurs chercheurs et ils ont en commun de supposer que la Chine peut difficilement poursuivre avec les mêmes règles politiques (propriété asie21). Simultanément, les hypothèses d'évolution vers des réformes politiques ne sont pas privilégiées, loin de là. Sauf dans le sens d'un renforcement du monopole du parti unique, si nécessaire par la répression. Il paraît difficile d'envisager un inéluctable effondrement du régime, les dirigeants ayant acquis au cours de plus de soixante ans de pouvoir, à travers révolutions de palais, purges, campagnes d'élimination et autres épreuves les plus diverses, une riche expérience des risques que présentent les manques d'unité et de stabilité de la société.

C'est pourtant du sommet de l'appareil que pourraient surgir crises ou bouleversements majeurs. Malgré ses réserves financières, le pays est tributaire de la situation économique internationale et de la crise qui affectent les pays industrialisés. Une poursuite ou, à plus forte raison, une aggravation de ces crises est sans aucun doute la plus importante cause possible de déstabilisation de la situation en Chine. Ce qui n'empêchera pas les dirigeants de tenter de continuer de tirer avantage des difficultés des pays industrialisés (voir *in fine* « Point à surveiller »).

En prévision d'une telle évolution, les dirigeants chinois ont déjà mis en place les moyens de contrôler plus étroitement la population. La nature totalitaire du régime n'en sera que plus confirmée par l'utilisation sans réserve, si nécessaire, de ses moyens de répression.

Michel Jan

Madame Chen Lihua, femme de cœur ou homme de paille ?

FAITS CONTRADICTOIRES

- ✓ À l'occasion de la publication de sa liste annuelle très éclectique des « 100 personnes les plus influentes », en 2012, l'hebdomadaire *Time magazine* a publié un article du célèbre acteur Jackie Chan faisant l'éloge d'une des 100, Madame Chen Lihua 陈丽华. Cette liste, qui n'est pas un classement, est établie sur la base des recommandations des correspondants de *Time* dans le monde, à la suite d'un processus de sélection durant plusieurs mois. Et dans le classement

Forbes de mars 2012, elle apparaît au 25^e rang des Chinois les plus riches.

Jackie Chan la décrit comme la personne la plus généreuse qu'il n'ait jamais connue, une femme gracieuse et humble qui partage son amour de la Chine avec le monde. D'après lui, la société immobilière de cette dernière, *Fu Wah International Group* 富华国际集团, lui a permis de s'enrichir, « mais son succès vient de sa compréhension réelle

des personnes, de son dévouement indéfectible à l'éducation et aux arts et de son engagement profond dans la philanthropie ». En 1999, elle a créé le musée chinois du Bois de santal rouge zitán (中国紫檀博物馆) à Pékin et l'acteur souligne qu'elle a généreusement fait don de certaines de ses œuvres à des musées du monde entier, y compris celui de Smithsonian. Il conclut ainsi : « en tant qu'entrepreneur, diplomate et mécène des arts, Madame Chen Lihua, 71 ans, est inégalée dans sa volonté d'aider autrui à réaliser ses rêves et ses aspirations. Elle est mon amie chérie ».

- ✓ Chen Lihua est dénoncée par une internaute chinoise Hua Xinmin 华新民 sur le réseau *Sina Weibo* 新浪微薄 comme une criminelle : très peu de gens connaissaient cette femme. *Time* l'a rendue célèbre. Jeune, elle était mariée à un ouvrier travaillant au bureau de l'électricité de Pékin (供电局). Astucieuse et excellente comédienne, elle a su se rendre utile pour rendre des « services » à la municipalité. Le musée du Bois de santal a été créé pour blanchir l'argent sale de beaucoup de hauts fonctionnaires corrompus. Dans le jeu des destructions au bulldozer de quartiers entiers en s'appropriant illégalement les maisons et terrains qui appartiennent à de vieux Pékinois incapables de se retourner à temps et en force pour protester, elle a aidé les hauts fonctionnaires de la mairie de Pékin à faire fortune par des malversations et elle en a profité.

COMMENTAIRES

- ▶ Chen Lihua n'est ni généreuse, ni philanthrope. Alors, pourquoi cette sélection par le magazine *Time* (propriété asie21) et cet éloge de Jackie Chan ? Ce dernier a déjà tout : la renommée et la fortune. Chen Lihua est l'arbre qui cache la forêt. La forêt d'un système corrompu à la base et contre lequel beaucoup de Chinois se mobilisent pour réclamer justice sans hésiter à le dénoncer, par écrit, sur les réseaux sociaux.

Les escrocs et les entreprises douteuses se revêtent en Chine, comme ailleurs dans le monde, de vertu pour donner le change avec des stratégies de don et de charité. C'est ici, sans doute, l'un des aspects de la mondialisation qui « mondialise » les réputations. La spécialité chinoise est peut-être que ces escrocs vont moins fréquemment en prison. Quoique, on peut lire qu'aux États-Unis, lorsqu'on a beaucoup payé pour une campagne électorale, on se met à l'abri de poursuites ultérieures.

- ▶ Pour son projet de l'avenue Jinbao 金宝街 derrière Wangfujing 王府井 (rénovation de tout le quartier avec des bureaux, un centre commercial luxueux, deux hôtels, le Jockey club de Hong Kong 香港赛马会), Chen Lihua a obtenu de manière frauduleuse les droits sur des terrains qui ne lui appartiennent pas pour un

investissement de quelque 750 millions de dollars, pratiquement sans risque : son apport initial est minime, car, une fois acquis les droits sur les terrains, elle les hypothèque pour s'en servir comme garantie afin d'obtenir des prêts bancaires. La destruction des quartiers se fait à chaque fois avec violence : le gouvernement local, partageant les futurs intérêts avec elle, met à sa disposition la police pour chasser des centaines de familles des maisons à démolir. La réussite d'une telle opération dépend de deux facteurs : la puissance financière et la force de ses relations, soit le soutien du gouvernement local.

- ▶ Philip Pan (潘公凯 Pan Gongkai) consacre un chapitre à Chen Lihua dans son ouvrage *Out of Mao's Shadow : The Struggle for the Soul of a New China* : née à Pékin en 1941 d'une famille très pauvre, elle s'est glorifiée d'origines illustres qui n'ont jamais été prouvées, prétendant descendre de la lignée de l'impératrice Cixi, ses parents ayant détruit, pendant la Révolution culturelle, les documents prouvant leur filiation. Les gardes rouges auraient détruit beaucoup de meubles anciens de sa famille mais elle aurait pu sauver une armoire en santal rouge en l'enterrant à la campagne. Elle l'aurait retrouvée une dizaine d'années plus tard intacte, et c'est de là que viendrait sa passion pour les meubles de santal rouge. Dans les années 1980, elle réalise des investissements immobiliers à Hong Kong. À la fin des années 1980, elle a accès à un entrepôt de meubles anciens saisis par les gardes rouges pendant la Révolution culturelle : meubles Ming et Qing classés « trésor national » interdits d'exportation dont elle réussit à en exporter une partie vers Hong Kong. Elle est à l'origine de la construction du club privé Chang'an 北京长安俱乐部 face au *Beijing Hotel*. Une nouvelle génération de chefs d'entreprise émergents utilise ce club pour entretenir des relations avec les cadres du Parti. Chen Lihua devient proche de membres du Politburo, comme du secrétaire du Parti de la ville de Pékin. Elle est alors bien placée pour capter tous les bruits qui courent sur les affaires à réaliser.

ENJEUX

Comment lutter contre le pic de corruption que connaît actuellement la Chine ? Si l'on regarde, par exemple, l'Inde, l'Indonésie ou les Philippines, ce n'est certes pas plus de démocratie qui changera les choses. L'exigence d'agents de l'État « au service du peuple » est une norme universelle. La seule solution pour éradiquer ce fléau reste cependant la lutte généralisée contre la corruption et la soumission du pouvoir aux institutions. Et la question demeure : pourquoi cette sélection par le magazine *Time* et cet éloge de Jackie Chan ?

Catherine Bouchet-Orphelin

Chine – Taiwan

L'opposition taïwanaise se rapproche de Pékin

FAITS

Le 27 mai dernier, Su Tseng-Chang 蘇貞昌, 65 ans, ancien Premier ministre, a été élu à la présidence du Parti démocratique progressiste (PDP), premier parti taïwanais d'opposition, avec un peu plus de 50 % des voix des membres du parti appelés à choisir leur nouveau président après la démission de Tsai Ying-wen 蔡英文, à la suite de sa défaite en janvier dernier à l'élection présidentielle face au sortant Ma Ying-jeou 馬英九. Ma s'est illustré au cours de son premier mandat par la signature d'un accord-cadre de libéralisation du commerce entre la Chine et Taiwan (connu sous le sigle anglais ECFA) signé en juin 2010, qui a été perçu comme une avancée majeure dans le processus de rapprochement des deux rives du détroit. Si Su s'est empressé de rappeler après son élection que le sort de Taiwan devait être décidé par le peuple taïwanais et par lui seul, il a aussi envoyé des signes à Pékin traduisant sa volonté de clarifier la politique du PDP à l'égard de la Chine. Depuis la défaite de Tsai Ying-wen, les contacts s'étaient multipliés du fait, d'une part, de la volonté du PDP de corriger l'impression de passivité que laisse à Taiwan l'attentisme du parti sur la question des relations avec Pékin et, d'autre part, de la volonté chinoise de ne laisser aucun secteur de la société taïwanaise hors de son atteinte.

ENJEUX

Le rapprochement entre le PDP et la Chine est un élément clé d'une éventuelle résolution pacifique de la question taïwanaise. La politique actuelle de la main tendue ne doit pas faire illusion. Pékin n'a jamais renoncé à l'usage de la force et sur le long terme les objectifs taïwanais et chinois sont divergents : Pékin vise une « réunification » de Taiwan à la mère-patrie, tandis que le peuple taïwanais se montre de plus en plus ferme dans l'affirmation d'une identité taïwanaise séparée du continent (propriété asie21). Cependant, cette identité, fondée sur une adhésion aux valeurs démocratiques et sur un individualisme teinté d'une indifférence de plus en plus manifeste à l'égard de la chose politique, laisse mal augurer de la volonté future des Taïwanais de défendre leur liberté par les armes : un sondage récent tendait à montrer que l'affirmation d'une identité séparée du continent s'accommodait d'une défiance de la jeunesse à l'égard des institutions militaires du pays, et d'une

réticence croissante à accepter l'idée selon laquelle il pourrait être nécessaire de mourir pour la patrie. La Chine est naturellement consciente de ce double processus et vise par cette politique de la main tendue à affaiblir les défenses psychologiques taïwanaises face à la Chine. Pékin cherche actuellement à pousser son avantage en forçant l'ouverture des marchés taïwanais de l'industrie culturelle aux produits chinois. La présence massive d'acteurs économiques prochinois dans les domaines médiatique et artistique (tel le groupe *Want Want* déjà très actif) deviendra dans les prochaines années un des éléments majeurs de la stratégie de Pékin pour faire baisser la garde aux Taïwanais. Cette stratégie porte d'ores et déjà ses fruits. Il s'agit d'une des explications du vote du mois de janvier dernier en faveur du président sortant et de sa politique de rapprochement avec la Chine. Les Taïwanais sont d'autant plus tentés de céder aux sirènes chinoises dans le contexte actuel que le garant de liberté taïwanaise, les États-Unis, affaibli par la crise et peu désireux de voir s'ouvrir un nouveau front dans des rapports déjà difficiles avec la Chine, se félicite de la politique menée par Ma que Washington a presque ouvertement soutenu lors de la campagne électorale. Sur la scène internationale, les tenants de l'indépendance taïwanaise sont aujourd'hui bien seuls, et sont de plus en plus tentés par la recherche d'un *modus vivendi* aussi durable que possible avec la Chine.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Paradoxalement, c'est peut-être l'opposition taïwanaise qui a les clés du déblocage des relations inter-détroit aujourd'hui : Ma est handicapé par une grande impopularité quelques mois seulement après sa réélection, et la moindre initiative politique susceptible d'entamer la souveraineté de Taiwan serait violemment combattue par l'opposition taïwanaise, avec le soutien de la population. Pékin le sait et est vraisemblablement prêt à attendre un retour du PDP au pouvoir (ou l'avènement d'une administration Kuomintang (KMT) bénéficiant d'un soutien plus large de la population) avant d'exercer une forte pression sur le gouvernement taïwanais pour l'amener à la table des négociations politiques. Cependant, la fluidité de la situation politique actuelle à Pékin rend délicate toute politique pariant trop massivement sur la capacité de patience des dirigeants chinois, malgré les signes encourageants reçus en ce sens par le PDP ces derniers mois.

En effet, la grande question aujourd'hui pour les leaders du PDP consiste à appréhender d'une façon correcte les intentions de long terme de la Chine. Les dirigeants du PDP ont à plusieurs reprises, ces derniers mois, envoyés des émissaires en Chine pour proposer à Pékin une formule d'association susceptible de « donner de la face » aux Chinois sans pour autant renoncer substantiellement à la souveraineté et à l'indépendance de fait de Taïwan. Dans l'esprit des dirigeants du PDP, une telle formule d'association passerait par la reconnaissance d'une relation particulière entre la Chine et Taïwan (le rétablissement d'un département spécifique des relations avec la Chine au sein du parti, séparé du département des relations internationales, est un premier geste en ce sens), par un abandon de la posture antagonique à l'égard du

Continent (et réciproquement), voire même par la création d'une entité supranationale purement symbolique et sans pouvoir réel qui pourrait ressembler aux institutions du Commonwealth. Des propositions de ce type ont été faites directement à Pékin ces derniers mois, notamment auprès de Wang Yi, le directeur des Affaires taïwanaises du conseil d'État, qui aurait laissé entendre à ses interlocuteurs qu'une telle proposition méritait réflexion, sans pour autant s'engager en aucune manière sur un accord éventuel de Pékin pour engager des négociations sur une telle base. Les interlocuteurs auraient conclu qu'ils avaient devant eux deux ou trois décennies pour régler la question.

Emmanuel Dubois

Chine – États-Unis – France

Soupçon d'installation d'une porte dérobée (*backdoor*) sur une puce électronique fabriquée en Chine

FAITS

Sergei Skorobogatov, chercheur à l'Université de Cambridge et son équipe ont déclaré à nextweb.com le 28 mai 2012 avoir découvert une porte dérobée (*backdoor*) implantée par un fabricant chinois, non identifié, dans une puce électronique destinée à entrer dans des composants pour équipements militaires américains. En examinant la dite puce au scanner, l'équipe a découvert que la porte dérobée disposait d'une clé grâce à laquelle la puce pouvait être déprogrammée ou reprogrammée à volonté par l'agresseur, clé que les chercheurs ont pu isoler.

justifier la réticence des États-Unis à associer des sociétés chinoises de télécommunication à la réalisation de programmes nationaux liés à la sécurité nationale.

Il subsiste donc quelques doutes, d'ailleurs émis par les chercheurs de Cambridge eux-mêmes, sur l'authenticité d'un piégeage chinois. Mais ce n'est toutefois pas la première fois, loin de là, que de fortes suspicions, et même des preuves, sont apportées sur la capacité des Chinois à introduire des programmes malicieux (malwares) dans les composants qu'ils fournissent à l'étranger.

ENJEUX ET PROSPECTIVE

► **Le premier enjeu** est technique. Derrière le sensationnel de l'annonce, l'équipe Skorobogatov se pose toutefois les questions de déterminer :

- 1- si la puce analysée est un cas unique ou s'il s'agit d'un exemplaire extrait d'une production de masse.
- 2- si elle n'a pas été trafiquée à dessein par les militaires américains soit à titre de test, soit pour

► **Le second enjeu** pour Washington est effectivement un enjeu de sécurité nationale dès lors que les relations sino-américaines apparaissent plutôt tendues, dès lors aussi que les Chinois apparaissent l'ennemi militaire potentiel des États-Unis et réciproquement, (propriété asie21) dès lors enfin que les Chinois, faute de pouvoir aligner autant de moyens en ordre de bataille que pourraient le faire les États-Unis en cas de conflit, sont les ardents promoteurs de la guerre asymétrique (ou dissymétrique), promotion ardemment défendue par

les colonels chinois Qiao Liang 乔良 et Wang Xiangsui 王湘穗 dès 1999 dans leur ouvrage tant applaudi en Chine et intitulé : Chaoxian zhan 超限战, avec le sous-titre *Dui quan qiu hua shi dai zhan zheng yu zhan fa de xiang ding* 对全球化时代战争与战法的想定 (De l'appréciation de la guerre et des lois de la guerre à l'ère de la mondialisation), ouvrage qui a été traduit en français et publié en 2003 sous le titre *La guerre hors limites*.

De ce fait, il existe chez les **Américains** une authentique hantise de voir leurs systèmes nationaux de sécurité pénétrés par les Chinois. C'est entre autres la raison pour laquelle, en février 2011, le Comité pour les investissements étrangers aux États-Unis (*Committee on Foreign Investment in the United States / CFIUS*) demande à Huawei 华为 d'abandonner son projet de rachat de *3leaf systems* : la technologie acquise pourrait permettre aux Chinois d'espionner ou de mettre hors d'état de fonctionner certains équipements militaires. C'est aussi la raison pour laquelle le 30 septembre 2011, l'Institut national des normes et de la technologie (département américain du commerce) signifie à Huawei qu'il est exclu pour la société de participer à l'édification du réseau national sans fil d'intervention d'urgence. C'est enfin la raison pour laquelle le 18 novembre 2011, le Comité du renseignement de la chambre des représentants décide de lancer à l'encontre de Huawei et de ZTE, deuxième des télécommunications chinoises, tous deux fournisseurs d'équipements aux États-Unis, une enquête pour déterminer si les produits des deux compagnies représentent une menace pour la sécurité du pays.

Les soupçons sont identiques en **Grande Bretagne** à l'égard de ces deux sociétés. Déjà, un document confidentiel daté de mars 2009 et signé du Comité interarmées du renseignement jugeait en effet que les équipements installés par Huawei dans le nouveau réseau de télécommunications pourraient être utilisés pour interrompre des services critiques tels que l'électricité ou les approvisionnements en vivres et en eau.

En mars 2012, le **gouvernement australien** a exclu Huawei de répondre aux appels d'offres en vue de participer à l'équipement du réseau national de communications à large bande, par crainte d'actions d'espionnage ou de cyber-attaques venant de Chine. La préoccupation est la même en **Inde**.

Ces soupçons à l'égard de l'innocence chinoise sont d'autant plus facilement justifiables que de son côté Pékin érige une véritable forteresse contre les agressions cybernétiques potentielles occidentales. Cela a

commencé par l'élaboration, entre 2003 et 2007, d'un plan stratégique de protection cybernétique à fins de protection des réseaux et des systèmes d'information contre les menaces, ce plan devant se concrétiser par la création d'un système national endogène de cyber-sécurité placé sous « infallible » contrôle national.

Sur le plan technique cela se traduit par la promulgation, en 2007, d'un schéma intégré de **protection informatique verticale**, des plus hautes instances de l'État jusqu'à l'utilisateur du bout de la chaîne. Dans ce cadre **doivent être chinois tous les produits**, les systèmes et les technologies de management de la sécurité de l'information des « infrastructures critiques » (banques, ports, toutes installations de service public). Les matériels concernés par la décision sont les circuits intégrés, les logiciels de commande, les commutateurs et les routeurs, les systèmes de management des bases de données et de cryptage.

Enfin, pour compléter ce système de cyber protection, les Chinois décrètent que, à partir du 1^{er} mai 2010, tous les produits informatisés qui leur sont vendus, reçoivent la Certification d'accréditation obligatoire des produits pour la sécurité de l'information (*Chinese Compulsory Certification of Information security products / CCCI*), ce qui revient à exiger des fournisseurs qu'ils livrent les codes sources de leurs produits. L'on a d'abord vu dans cette exigence une nouvelle manœuvre chinoise destinée à faciliter la contrefaçon des produits informatisés occidentaux, ce qui est juste. Mais l'on n'a pas vu que les Chinois avaient déjà commencé à se construire **une grande muraille cybernétique**.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Sur le plan technique, les spécialistes de la question informatique, reconnaissent tous qu'une porte dérobée est le plus souvent indétectable, ce qui pourrait, dans l'expérience révélée par l'équipe de Cambridge, accréditer la thèse d'une manipulation volontaire américaine.

Mais cela n'enlève rien aux soupçons que l'on peut légitimement avoir sur la **virginité des équipements informatiques** de tous types et de télécommunications fournis dans le monde par Huawei, à commencer par la France et l'Europe, ainsi que par ZTE. Dès lors, l'on comprend difficilement pourquoi l'on accepte de créditer les Chinois d'un tel énorme capital de confiance, en termes de sécurité, dans la fiabilité des composants que Huawei fournit aujourd'hui à France Télécom-Orange, que ce soit pour équiper la téléphonie mobile ou dans le cadre du programme *Everywhere*, dans lequel la clé 3G+

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

E160 de Huawei permet de connecter son portable sur les réseaux haut débit mobile. Dans l'hypothèse où ces clés seraient piégées, ce qu'il resterait évidemment à démontrer, quelle aubaine pour le renseignement économique chinois !

Daniel Schaeffer

NB :

sur *La guerre hors limites* 超限战 (Chaoxian zhan) :

- 超限战 (Chaoxian zhan) a été publié en chinois en 1999, avec le sous-titre *Dui quan qiu hua shidai zhanzheng yu zhanfa de xiangding* 对全球化时代战争与战法的想定 (De l'appréciation de la guerre et des lois de la guerre à l'ère de la mondialisation). La traduction (partielle) en anglais a été publiée dès 1999 par le *Foreign Broadcast Information Service* (annexe de la CIA).
- 超限战 (Chaoxian zhan) a été publié en anglais, aux États-Unis, en 2002, sous le titre *Unrestricted Warfare*. Le sous-titre *China's Master Plan To Destroy America*, sans lien avec les auteurs, a été ajouté dans une version pirate au Panama, avec, en couverture, le *World Trade Center* en flammes après l'attaque du 11 septembre 2001.
- En français, 超限战 (Chaoxian zhan) a été publié en 2003 aux éditions Rivages avec le titre, plus approprié : *La guerre hors limites*, avec l'excellente traduction (du chinois) de Hervé Denès et une préface de Michel Jan.

COMMENTAIRE additionnel au texte ci-dessus

On pourrait souligner, à la lumière de ce qui est écrit ici, non seulement la faiblesse et la complaisance françaises, mais aussi la faiblesse et la complaisance européennes. Le projet européen de mise en place d'un organisme d'approbation des investissements étrangers similaire au CFIUS américain est aujourd'hui au point mort, du fait notamment de l'opposition allemande, dont l'industrie fait de trop bonnes affaires avec la Chine pour se permettre de mécontenter Pékin. Huawei se livre aujourd'hui à un lobbying acharné en Europe pour faire admettre sa présence dans les secteurs les plus sensibles. Il y a quelques mois, Huawei aurait remporté un marché auprès du ministère de l'Intérieur polonais. Par ailleurs, le service de relations publiques en Europe de Huawei s'est beaucoup étoffé ces derniers temps et bénéficie aujourd'hui des services d'un ancien journaliste français. Il y a quelques mois, à Bruxelles, dans le cadre d'une conférence d'un *think-tank* bruxellois (conférence financée par la représentation chinoise auprès de l'UE), il y défendait l'idée d'une coopération renforcée des pays européens avec Huawei et d'autres entreprises d'État chinoises (dans le cadre d'un partenariat « gagnant-gagnant » - l'argent chinois, la technologie et la matière grise européennes). Cette coopération était présentée comme une opportunité stratégique pour une Europe en difficulté, face aux États-Unis qui auraient quant à eux fait le choix de l'intransigeance face aux offensives chinoises.

Emmanuel Dubois

Chine – Afrique

Programme militaire à l'échelle continentale

FAITS

La présidence chinoise vient d'approuver l'affectation d'un budget spécial de plus de trente milliards de dollars à la coopération militaire avec de nombreux pays africains, incluant l'éventuelle modernisation des matériels de leurs forces armées.

Ce programme, dénommé « Lever du soleil », a été placé sous la houlette du général Lu, un fin connaisseur du continent où il a maintes fois servi comme conseiller de défense.

Le ministère de la Défense met sur pied des équipes spécialisées qui, s'appuyant sur les ambassades locales, vont visiter un certain nombre de pays pour présenter aux chefs d'État et aux états-majors les possibilités qui leur sont proposées - en majeure partie à fonds perdus - dans le cadre de ce plan.

ENJEUX

C'est à l'issue d'un périple africain de plusieurs mois que le général Lu a présenté à la présidence son constat que les nombreuses divergences tribales et les insatisfactions caractérisées vis-à-vis des gouvernants en place allaient entraîner d'incessants conflits (propriété asie21). Il en concluait que Pékin avait non seulement intérêt à suivre ces facteurs de troubles de près mais plus encore à les mettre à profit. Agir en les utilisant permettrait d'accentuer le déclin de l'influence des anciens colonisateurs comme la France et l'Angleterre, de profiter de l'inconsistance de la politique américaine mais aussi de faire échec à un certain renouveau de la Russie et de s'opposer à l'inconvenante apparition de l'Iran qui épand son chiisme militant.

COMMENTAIRES

Les pays estimés prioritaires à l'action des envoyés propagandistes sont l'Algérie, le Bénin, la Centrafrique, la Côte d'Ivoire, l'Égypte où le contact avec les Frères musulmans est bien établi dans la perspective de leur victoire sur les milieux militaires, la Gambie, la Guinée équatoriale où il convient de rétablir la qualité des relations passées, le Kenya, la Libye (les Chinois perçoivent les besoins en matériels dont les clans qui s'affrontent vont avoir besoin mais n'ont pas encore

assuré les contacts de confiance nécessaires), le Mali, charnière entre Maghreb et Afrique subsaharienne où l'activisme iranien inquiète, le Nigéria qui consacre des fonds importants pour lutter contre le terrorisme islamiste, le Sénégal, les deux Soudan (Pékin joue sur les deux tableaux en se posant comme médiateur, position qui est bien acceptée jusqu'ici par les deux adversaires).

Jorge Lusaf

Chine - Afrique du Sud

La Chine se prépare pour l'après Zuma

FAITS

Le 21 mai 2012, la compagnie pétrolière d'État sud-africaine, PetroSA, a annoncé la conclusion d'un accord avec Sinopec pour la construction d'une raffinerie sur le site de Coega, à proximité de Port Elizabeth, dans la province du Cap-Oriental. Cette raffinerie, d'un coût estimé à 10 milliards de dollars, devrait à terme produire 400 000 barils de pétrole par jour. Elle participe de la montée en puissance de la zone de développement industrielle de Coega.

ENJEUX

La décision chinoise d'implanter cette raffinerie en ce lieu n'est ni neutre, ni innocente. La province du Cap-Oriental est l'une des plus pauvres d'Afrique du Sud et, surtout, le fief de l'ethnie des Xhosas, acteur majeur de la scène politique sud-africaine, dont sont issus les deux premiers présidents de la période post-apartheid : Nelson Mandela et Thabo Mbeki.

Cet accord révèle une double ambition à Pékin :

- ▶ **sur le plan politique**, il s'agit, tout d'abord, de cultiver les liens historiques qu'entretient le PCC avec l'ANC. Ensuite, il s'agit de s'assurer du soutien des Xhosas aujourd'hui afin de pourvoir en retirer des bénéfices politiques et économiques demain (propriété asie21), c'est-à-dire aux horizons 2017 et 2019, après le départ du pouvoir de l'actuel président, Jacob Zuma, un Zoulou ;
- ▶ **sur le plan économique**, il s'agit, comme dans nombre d'autres pays africains, d'assurer la sécurité de ses besoins énergétiques. Les Xhosas seront des auxiliaires de choix pour Pékin. Ensuite, par cette



manœuvre, la Chine escompte renforcer sa position économique globale en Afrique du Sud à travers la vente de produits raffinés en Afrique australe et un accès privilégié aux ressources naturelles sud-africaines.

Ainsi, en consolidant aujourd'hui ses liens avec

les Xhosas, Pékin conduit une politique d'influence politique et économique qui pourrait s'avérer stratégique à l'horizon 2017 et 2019, lors du probable retour au pouvoir de dirigeants issus de l'ethnie xhosa.

Pour l'Afrique du Sud, cet accord représente :

- ▶ **sur le plan politique**, un signal fort à destination des autres investisseurs étrangers potentiels et l'occasion de conforter la politique de développement économique des provinces les plus pauvres élaborée par l'administration Zuma ;
- ▶ **sur le plan économique**, un accroissement singulier de la production pétrolière nationale.

Pour les Xhosas, cette décision est stratégique. Pékin leur signifie son soutien politique et économique dans la perspective des élections de 2017 et 2019. Cette raffinerie devrait générer emplois et recettes fiscales, ce qui sera loin d'être anecdotique pour le Cap-Oriental, cette province étant parmi les plus pauvres d'Afrique du Sud.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

La conclusion de l'accord entre PetroSA et Sinopec révèle une fois de plus la capacité de Pékin à se projeter vers l'avenir tout en assurant la sécurité de ses investissements. La Chine est consciente que Jacob Zuma est solidement installé à la présidence la République et qu'il contrôle l'ANC. Les élections de décembre 2012 et d'avril 2014 lui seront favorables. Il convient donc de se positionner pour les suivantes, celles de 2017 et de 2019, pour lesquels les chances de victoire d'un candidat xhosa à la tête de l'ANC et de l'État seront plus probables. Toutefois, si Pékin semble avoir pris parti pour les Xhosas, elle devrait prendre soin de ne pas trop contrarier

les autorités centrales, présidées par un Zoulou, Jacob Zuma, au risque d'attiser les rivalités politiques inter-ethniques. Les Zoulous en effet, sont conscients que le rapprochement PCC-Xhosa est de nature à remettre en question les équilibres internes à l'ANC. Face à ce danger, l'administration Zuma pourrait sensiblement renforcer ses politiques de développement dans la province du Cap-Oriental et faire de cette région le théâtre privilégié de l'affrontement politique et économique entre Zoulous et Xhosas, par Chine interposée...

Laurent Amelot

Corée du Nord

Ce que voulait Kim Jong-il

FAITS

Le testament et les dernières volontés du leader nord-coréen Kim Jong-il, décédé le 17 décembre dernier, font l'objet de nombreux commentaires qui pourraient avoir des conséquences sur les relations intercoréennes. Deux *think-tanks* sud-coréens : l'Institut Sejong et le Centre d'information stratégique sur la Corée du Nord (*NK Strategic Information Service Center*) ont récemment révélé certaines parties du testament bien que ce dernier n'ait pas encore été formellement authentifié.

ENJEUX

Le testament présumé aurait été obtenu par l'intermédiaire d'une personne très proche d'un officiel nord-coréen de haut rang. Son contenu se résume selon les points suivants :

- ▶ la Corée du Nord pourra faire la paix avec le Sud qu'une fois l'actuel président sud-coréen Lee Myung-bak aura quitté le pouvoir. Quand le nouveau président sud-coréen prendra ses fonctions la Corée du Nord devra éviter la guerre et avancer main dans la main avec le Sud. Le but ultime est la réunification pacifique ;
- ▶ les deux Corée devraient songer à rouvrir leurs réseaux ferroviaires, leurs routes et leurs voies maritimes ;
- ▶ si les deux Corée entraient de nouveau en guerre, alors elles laisseraient l'ensemble de la péninsule

totallement dévastée et loin derrière les autres pays. Cependant Kim Jong-il conseille à son successeur d'être militairement en position de force avant de reprendre le dialogue avec le Sud. Il rappelle aux futurs leaders nord-coréens qu'ils « doivent avoir en permanence en tête que le développement de l'arme nucléaire, des missiles à long portée et des armes chimiques sont les meilleurs moyens de maintenir la paix dans la péninsule coréenne et qu'ils ne doivent jamais baisser la garde » ;

- ▶ relations avec les États-Unis : la Corée du Nord « doit gagner la guerre psychologique en s'affirmant comme une puissance nucléaire légitime. Elle doit diminuer l'influence américaine dans la péninsule et faire en sorte que les sanctions internationales soient levées afin de créer les conditions du développement économique ». Elle doit revenir aux conversations à six mais seulement pour obtenir la reconnaissance officielle de son statut de puissance nucléaire.
- ▶ Il convient de noter que malgré tout le respect qu'il doit à la Chine, Kim Jong-il demande à ses concitoyens de rester vigilant en écrivant qu'« historiquement la Chine a créé des difficultés pour notre pays. Il s'agit du pays qui a les relations les plus proches avec nous mais qu'il faudra toujours garder à l'œil. Gardez cela à l'esprit et faites attention. Évitez d'être exploités par la Chine ». Cette affirmation illustre en partie les relations difficiles qu'il entretenait avec la Chine, son principal et plus ancien allié.

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

- ▶ En dehors des questions internationales et de sécurité, Kim Jong-il a abordé trois autres sujets : la succession héréditaire, l'adhésion à la politique de priorité à l'armée et le rôle de l'énergie nucléaire dans le développement économique.

Comme prévu, son plus jeune fils Kim Jong-un a pris sa succession. Cependant c'est sa sœur cadette, Kim Kyong-hee, qui a été désignée comme exécutrice du testament. Elle est la secrétaire du Comité central du parti des travailleurs de Corée où elle supervise le secteur de l'industrie légère. De son côté Kim Jong-un devrait être nommé Chef du comité national de défense au cours de l'année faisant suite à la lecture du testament. Aussi, s'il s'agit du vrai testament, nous devrions voir Kim Jong-un occuper le plus haut poste au sein de la République démocratique populaire de Corée au plus tard en décembre 2012. Dans l'intervalle, le jeune Kim a déjà été promu au grade de général quatre étoiles, commandant suprême de l'armée du peuple, Premier secrétaire du parti des travailleurs et Premier président de la Commission nationale de défense.

Le testament indique aussi que les enfants de Kim Jong-il issus de précédents mariages devront être protégés. Il demande une attention particulière pour son fils aîné Kim Jung-nam qui a eu l'autorisation de mener une vie confortable à l'étranger. Kim Seol-song sa fille issue de son premier mariage devra également jouir d'un statut à part. Ces initiatives ont pour but de permettre à la famille de rester unie et de renforcer la dynastie Kim en limitant les conflits internes. En conséquence Kim Jong-nam pourra continuer de vivre en Chine et n'aura pas besoin de demander l'asile à la Corée du Sud ou aux États-Unis. De son côté, Kim Seol-song ne se positionnera pas comme une rivale de ses demi-frères Kim Jong-un et Kim Kong-cheol. Par ailleurs, les fonds placés dans le coffre n°216 de Samcheonri doivent être transférés à Kim Jong-un tandis que le reste doit être placé sous l'autorité de Kim Kyong-hee. Elle et son mari Jang Seong-taek ont été nommés conseillers politiques en chef de Kim

Jong-un. Comme exécutrice testamentaire, Kim Kyong-hee bénéficie d'une influence remarquable sur Kim Jong-un. Kim Jong-il souhaitait promouvoir d'autres conseillers militaires et économiques auprès de son successeur mais ces derniers n'ayant pas l'autorité suffisante pour prendre des décisions importantes continueront de jouer les seconds rôles.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

La plupart des observateurs de la Corée du Nord s'interrogent toujours sur la véracité du document. Aucun consensus n'a été dégagé mais le « testament de Kim Jong-il » aide à comprendre la situation actuelle en Corée du Nord et nous dit beaucoup sur la direction que le pays devrait prendre (propriété asie21). Il permet de mieux appréhender des actions difficilement explicables prises par les Nord-Coréens après la mort de Kim Jong-il. Ainsi la virulente campagne anti Lee Myung-bak s'inscrit dans l'idée qu'aucun dialogue ne sera possible avec la Corée du Sud tant que le Président sud-coréen n'aura pas quitté ses fonctions. De même, le récent lancement d'un missile balistique, aussi illogique qu'il puisse paraître, apparaît comme un calcul où le régime préfère sacrifier l'aide alimentaire et ses relations extérieures au rehaussement de son prestige auprès de la population à la veille du centième anniversaire de la naissance de Kim Il-sung.

Plus important, le « testament de Kim Jong-il » qu'il soit vrai ou faux met l'accent sur l'importance des relations intercoréennes et encourage aussi bien les Coréens du Nord que du Sud à reprendre le dialogue et la coopération. Malgré une rhétorique belliqueuse que les responsables instrumentalisent pour des gains politiques immédiats, l'objectif à terme reste la paix et la sécurité. Cela ne pourra se faire que si Seoul et Pyongyang font un pas vers la réconciliation et qu'elles reconstruisent la confiance et le respect mutuel.

Leonid A. Petrov (PhD)

*Lecturer in Korean Studies, School of Languages and Cultures,
The Faculty of Arts and Social Sciences,
Sydney - Australia*

Corée du Sud

Ambitions sud-coréennes dans l'Arctique

FAITS

La Corée du Sud et le Canada sont parvenus à un accord à la mi-mai 2012 qui permettra à la Corée du Sud de mener des recherches scientifiques et de conduire des missions de recherche de combustibles fossiles dans la **mer de Beaufort** située dans l'océan Arctique. Les recherches seront conduites dès l'été 2012 par le brise-glace sud-coréen l'« Aaron ». Les recherches seront menées dans la zone économique exclusive canadienne dont une partie fait l'objet d'un contentieux territorial avec les États-Unis. En dépit d'un intérêt tardif pour la zone et l'absence de grands groupes œuvrant dans le domaine de l'énergie, la Corée du Sud a fait valoir son savoir-faire en terme de construction navale et d'ingénierie.



Mer de Beaufort
source wikipédia

coréenne dans la région. Pour Kim Ha-ki, chercheur au *Korea Institute for Industrial Economics and Trade* (KIET), la diplomatie sud-coréenne dans l'Arctique est entrain de glisser progressivement de la recherche scientifique à la sécurisation de l'approvisionnement énergétique. Le pays coopère en Russie avec l'Académie d'État de marine Amiral Makarov et avec l'Institut central de recherche de marine et de design (CNIIMF) pour la formation des marins. Des

coopérations en matière de construction navale et d'ingénierie ont également lieu avec la Norvège, la Finlande et le Danemark. Ces initiatives sud-coréennes dans la région de l'Arctique irritent avant tout les États-Unis. Ces derniers ont toujours un différend avec le Canada dans la gestion de la navigation dans le passage Nord-Ouest ainsi qu'un contentieux territorial en mer de Beaufort.

ENJEUX

La Corée du Sud a ouvert sa première base arctique (*Arctic Dasan Station*) en 2002 sur l'île norvégienne de Spitsbergen dans l'archipel des Svalbard. Ce fut au tour de l'Institut coréen de recherche polaire (*Korea Polar Research Institute – KOPRI*) en 2004 d'être inauguré dans la zone économique d'Incheon. Enfin, un premier brise-glace de 7 487 tonnes l'« Aaron » est entré en fonction en janvier 2010.

L'objectif affiché par les autorités sud-coréennes est, à terme, d'obtenir un statut d'observateur permanent au sein du Conseil de l'Arctique en 2013. Sa précédente demande en 2008 avait été rejetée. Le pays qui coopère avec le Canada depuis 2008 dans le cadre d'un programme de recherche commun sur l'Arctique espère également que cet accord débouche sur la possibilité pour des entreprises sud-coréennes d'exploiter dans un avenir proche une partie des ressources en hydrocarbure de la zone (propriété asie21). La Corée du Sud est le cinquième importateur mondial de pétrole brut et le second importateur de gaz liquéfié naturel. Le pays parie non seulement sur le développement de nouvelles routes maritimes arctiques (Nord-Est et Nord-Ouest) grâce au recul des glaces de mer estivales mais aussi sur une exploitation accrue des ressources naturelles de la région qui lui permettrait de diversifier ses sources d'approvisionnement. En janvier 2011, *Korea Gas Corp* (KOGAS) a pris une participation de 20 % dans le capital de la société canadienne *MGM Energy*. Il s'agit du premier investissement d'importance pour une société

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Le degré d'implication de la Corée du Sud avec ses partenaires varie en fonction des zones géographiques :

- ▶ en Asie du Nord-Est, elle continue de s'appuyer sur sa relation étroite avec les États-Unis.
- ▶ au delà, elle essaie d'initier une coalition de puissances moyennes comprenant dans le premier cercle l'Australie et le Canada. L'accord établi avec le Canada s'inscrit clairement dans cette perspective. Cette volonté d'émancipation progressive de la tutelle américaine, ralentie sous la présidence de Lee Myung-bak, devrait s'affirmer plus fortement après les élections présidentielles de décembre 2012 et ce quel que soit le candidat qui l'emportera. Pour atteindre ses objectifs et éviter une trop forte dépendance à l'égard des États-Unis et de la Chine, la Corée du Sud devra nécessairement multiplier les initiatives en direction d'autres partenaires et plus particulièrement en direction de l'Union européenne et des puissances moyennes du vieux continent.

Arnaud Leveau

Birmanie

Les minorités musulmanes et le cas de l'Arakan

FAITS

Des événements graves se sont produits ce mois de juin 2012 dans l'État de l'Arakan (Rakhine en anglais et en birman), situé à la frontière du Bangladesh. A la suite du viol et du meurtre, le 2 juin, d'une jeune Arakanaise bouddhiste imputés à un membre de la communauté rohingya, des Arakanais ont intercepté un bus de pèlerins musulmans originaires du centre de la Birmanie et tué dix personnes. Des manifestations de musulmans avaient été auparavant réprimées par les forces de l'ordre, faisant quatre morts. Des maisons d'Arakanais et des bâtiments publics ont été incendiés. La chronologie des faits comme souvent en pareil cas est à vérifier, chaque camp rejetant sur l'autre l'origine du conflit. Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) de l'ONU, qui gère *de facto* le territoire occupé par les Rohingyas, a évacué son personnel et l'état d'urgence a été proclamé dans l'État d'Arakan.

ENJEUX

- ▶ La question des minorités ethniques reste brûlante en Birmanie et constitue un des défis majeurs à relever pour le nouveau pouvoir (propriété asie21). Ces minorités, qui sont officiellement plus de 130 (en réalité 5 ou 6 grands groupes, mais les autorités préfèrent diviser pour régner) occupent plus de la moitié du territoire de l'Union, à la périphérie et dans les zones montagneuses, et représentent un quart de la population au total.
- ▶ Le cas des musulmans (4,5 % de la population ?) est particulier. Ils ne constituent pas une minorité en soi car ils sont d'origines très diverses et implantés dans des endroits différents.
 - Il y a d'abord les descendants des quelques fonctionnaires indiens (souvent musulmans) restés après le départ des Britanniques, que l'on trouve dans certains quartiers de Rangoun et des grandes villes.
 - Il y a ensuite les musulmans « historiques » de



Birmanie : État de l'Arakan
source wikipédia

l'Arakan, qui contrairement à ce qu'on lit parfois ne sont pas la majorité dans cet État de l'Ouest, vieux royaume bouddhiste conquis en 1785 par les rois birmans mais séparé géographiquement du reste du pays par la chaîne montagneuse éponyme et toujours considéré avec suspicion par les « vrais Birmans ». Ces musulmans de vieille souche, souvent commerçants, ont longtemps servi de pont entre le monde islamisé qui commence au Bangladesh tout proche et le monde bouddhiste dont la Birmanie dans son ensemble est le bastion le plus occidental. A cet égard, l'Arakan est une sorte de marche-frontière entre « l'Asie brune » et « l'Asie jaune ». Il y a ainsi de vieilles mosquées historiques à Sittwé, la capitale régionale.

- Il y a, enfin, le cas très particulier des Rohingyas. Ceux-là, d'ethnie et de langue bangladaises, ne sont pas considérés par le gouvernement birman (approuvé sur ce point - une fois n'est pas coutume - par Mme Aung San Suu Kyi) comme une « minorité autochtone » mais comme des étrangers squattant plus ou moins un morceau de territoire birman, sorte d'encoche du côté oriental du fleuve frontière. Ils n'ont pas la nationalité du pays. Au moment de l'indépendance, le général Aung San (le père de la Dame) n'aurait pas voulu céder à ce qui était encore l'Inde, et comme il l'aurait pu, ces trois cantons de territoire birman (selon la frontière tracée par la puissance coloniale). Résultat : 800 000 Rohingyas s'entassent sur ce mini-territoire sous souveraineté birmane mais *de facto* géré par le HCR et sous perfusion des ONG, créant un abcès de fixation et des incidents à répétition.
- Pour aggraver la situation, les autorités birmanes utilisent certains zéloteurs religieux pour tenter de donner une apparence bouddhiste à ce lambeau du territoire national, en ouvrant des monastères et en plantant des stupas en haut des collines dominant des villes ou villages où on ne voit en réalité que

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

mosquées, barbus enturbannés et femmes voilées comme dans les zones tribales du lointain Pakistan. Quelques agriculteurs arakanais vivent aussi dans cette poudrière, premières victimes des représailles dès qu'un incident survient. Le Bangladesh de son côté est peu soucieux d'accueillir chez lui ces centaines de milliers de bouches supplémentaires à nourrir. Il abrite plusieurs camps de réfugiés gérés par le HCR, d'où repartent régulièrement les nouveaux arrivants expulsés de Birmanie, qui préfèrent bien sûr retourner (la frontière est poreuse) du côté birman, où ils vivent aussi de l'assistantat mais plus au large. Bien sûr, les Arakanais (bouddhistes) voisins considèrent comme injuste d'avoir, eux, en définitive plus de mal à vivre de leur travail que les Rohingyas aidés par toutes les ONG occidentales et musulmanes autant que par le HCR.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Il n'est pas surprenant que le gouvernement birman considère les Rohingyas comme un vivier de terroristes potentiels et il a souvent dit qu'Al Qaida y recrutait, ce qui n'est pas à exclure. Comme chaque fois qu'un incident impliquant les minorités se produit en Birmanie, les regards se tournent vers la Chine, qui dispose, avec certaines ethnies frontalières de leur territoire, d'un levier facile pour faire pression sur le gouvernement central et

en obtenir de nouveaux avantages. Ici, on est loin de la frontière chinoise, mais la Chine est très présente quand même : elle y dispose de facilités pour sa marine et un gazoduc est en construction pour acheminer le gaz arakanais (offshore) vers le Yunnan. Le Bangladesh vient de régler la délimitation de sa frontière maritime avec son voisin mais n'abandonne pas l'espoir de trouver lui aussi un gisement et profiter de la manne. L'Inde enfin, avec laquelle la Birmanie a, en ce moment, des relations apaisées, est bien implantée dans la zone. Le problème rohingya pourrait donc se doubler d'un contentieux régional « chaud » dont les réfugiés de l'Arakan, instrumentalisables, pourraient faire les frais. Mme Aung San Suu Kyi, qui a globalement la confiance des minorités (elle vient de rencontrer des réfugiés karens en Thaïlande) pourrait, si elle parvenait un jour aux affaires, décrier la situation dans ce domaine, mais le cas rohingya, sorte de « Gaza d'Asie du Sud », est tout à fait spécifique. Même si cette comparaison avec Gaza a en réalité ses limites (l'environnement international est différent), il ne faut pas s'attendre à ce que les autorités de Naypyidaw (la nouvelle capitale de la République de Birmanie) relâchent leur contrôle sur les 800 000 « heimatlos » bloqués à la frontière occidentale de l'Union tant qu'une menace de type islamiste ou djihadiste, réelle ou supposée, y trouvera un terrain propice.

Jean Hourcade

Thaïlande

L'armée, Thaksin et le flot

FAITS

- ▶ Le général Prayuth Chan-ocha, commandant en chef de l'armée thaïlandaise (*the Royal Thai Army*, RTA), vient de la renforcer discrètement : création de trois divisions de combat, réorganisation de l'Académie militaire (direction remaniée, formation des officiers et entraînement des troupes renouvelés, dotation en équipements et matériels adaptés aux zones inondées). L'accent mis sur la protection civile s'explique par la tournure politique prise par la lutte contre les inondations de 2011, la pire depuis 50 ans, qui voit s'opposer la RTA et le gouvernement de Yingluck Shinawatra (sœur et « clone » de Thaksin), issu des élections de juillet 2011. Des rumeurs de coup d'État ont été démenties en avril 2012.
- ▶ La création, reçue comme une provocation par Prayuth, de deux entités placées sous l'autorité du ministre de la défense (un « civil » proche de Thaksin nommé début 2012) : un Centre de coordination des 12 agences ministérielles concernées par la lutte contre les inondations et une war room « secrète » (sur le modèle de la « *Thaksin war room* » du printemps 2006), destinée à organiser les manifestations de masse des partisans de Thaksin (les chemises rouges). NB : nonobstant son respect affiché pour le gouvernement de Yingluck, Prayuth est connu pour ses opinions royalistes et son hostilité à l'ancien Premier ministre Thaksin.

ENJEUX**1- L'enjeu essentiel pour la RTA est politique : le maintien de la stabilité du pays :**

- **cette dernière est mise en péril par** la campagne du parti au pouvoir, le *Puea Thai*, menée auprès des parlementaires en vue d'approuver la rédaction d'une nouvelle constitution qui, entre autre, aurait pour objet d'annuler la condamnation de Thaksin à deux ans de prison pour corruption et de permettre son retour d'exil ;
- **L'indépendance de la RTA est menacée.** Une initiative met en cause le *Defence Ministry Administration Act* qui interdit au personnel politique d'intervenir dans les nominations, pour permettre à Thaksin de faire procéder dès l'automne 2012 aux remaniements qui lui seraient favorables et de prévenir un coup d'État militaire contre le gouvernement de sa sœur, fragilisé par l'incompétence et à la corruption qui avait marqué la gestion des inondations de 2011 et que celles de 2012 risquent d'affaiblir un peu plus ;
- **la succession monarchique** : l'héritier impopulaire, proche de Thaksin (propriété asie21), n'a pas l'autorité morale du roi Bhumibol ; le statut même de la couronne est discuté : le débat autour du crime de lèse-majesté est engagé. Les conservateurs et l'armée, tenants du statu quo, s'opposent aux chemises rouges qui souhaitent une réforme de la loi.

2- L'enjeu du commandement militaire est double :

- **sur le plan civil.** En professionnalisant l'armée dans le registre de la protection civile, Prayuth veut amplifier le bénéfice acquis en 2011 grâce à l'efficacité de son soutien aux populations frappées par les inondations. Cet objectif permet de justifier l'appareil militaire nécessaire au maintien de l'ordre en cas de crise politique, presque aussi prévisible que le retour de la mousson.

- **sur le plan militaire.** La création de 3 divisions permet de mettre fin, dès juillet 2012 (un an d'avance sur la programmation), aux rotations d'unités déployées au nord et au sud et venant de Bangkok, dont la garnison pourrait donc intervenir rapidement à pleine puissance en cas de crise, tandis que le positionnement de 2 nouvelles divisions au nord (fief électoral du clan Thaksin), répond par avance à un risque révolutionnaire et au sud, de la troisième, à l'agitation irrédentiste. Devenues sédentaires, plus familières du terrain et des populations, les troupes gagneront en efficacité. Le tout est un signal de prudence envoyé à Thaksin.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Un pays instable : la situation politique de la Thaïlande est caractérisée par l'instabilité, entretenue par la personnalité de **Thaksin** – haïe ou révérée – et accrue par le coût, humain, environnemental et économique des **inondations**. Si le premier facteur est transitoire, le second mériterait un développement en terme de prospective. S'agissant d'un phénomène généralisé en Asie des moussons, ses effets augmentent à la mesure de la concentration urbaine et industrielle, il engage fortement l'avenir de pays entiers. Admettant que « les risques sont exogènes, les désastres, endogènes », une gestion fautive du milieu doit être incriminée. Énumérons brièvement : absence de structure institutionnelle responsable en cas de catastrophe, système d'annonce de crue défaillant, recherche éloignée des réalités du terrain, course au gain rapide, « court-termisme », absence d'une vision intégrée du développement et de l'aménagement du territoire, insuffisante résilience à l'absorption des désastres...

Rémi Perelman

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

Vietnam et Chine

Régimes similaires, maux analogues

FAITS

Le Vietnam rencontre des problèmes à peu près identiques à ceux de la Chine :

- 1- **la répression de l'information hors contrôle du Parti.** En avril dernier le parquet d'Ho Chi Minh ville a accusé Nguyen Van Hai dont le nom de blogueur est Dieu Cay, fondateur du « cercle des journalistes libres » de propagande contre l'État et de financement illégal par des « réactionnaires étrangers » ;
- 2- **les évictions de paysans au profit de promoteurs.** Les expropriations à des fins économiques sont encadrées par la loi depuis 2003, pourtant bien des expropriations de paysans donnent lieu à des abus. Il y a un écart excessif entre les profits des promoteurs soutenus par des relais dans le Parti et les faibles indemnités octroyées aux paysans sans moyens de défense. Le professeur de droit Nguyen Quang Tuyen, de l'université de la Justice de Hanoi, analyse ce mécanisme pervers ;
- 3- **la corruption dans les entreprises publiques.** La quasi-faillite de Vinashin en 2010 scandalisa l'opinion et laissa à charge de l'État une ardoise de 5 milliards de dollars. Interpol a émis des mandats d'arrêt en juin 2012 contre Ho Ngoc Tung et Giang Kim Dat, deux anciens dirigeants de Vinashin en fuite. Le 17 mai 2012, un avis de recherche a été lancé contre Duong Chi Dung, en fuite, directeur révoqué de l'entreprise Vinalines qui a laissé d'énormes pertes, en grande partie frauduleuses. Les enquêtes en cours font soupçonner des connivences entre ce dirigeant et des caciques du Parti ;
- 4- **la spéculation immobilière.** Le rapport du ministère des Finances d'avril 2012 sur les entreprises publiques indique que leurs investissements hors de leur cœur de métier, principalement dans l'immobilier, sont passés de 300 millions de dollars en 2006 à 1,1 milliard en 2010. Ces investissements furent financés, en majeure partie, grâce à leur accès privilégié aux crédits des banques publiques. 30 entreprises publiques ont un endettement total 3 fois supérieur à leur actif ;
- 5- **la situation difficile des PME.** En Chine, elle avait justifié plusieurs déplacements de Wen Jiabao dans les provinces côtières bien dotées en PME, en grande difficulté. Au Vietnam, de janvier à avril 2012, 17 000

PME ont cessé leur activité selon le vice-Premier ministre, Nguyễn Xuân Thúc. La restriction des exportations n'est qu'une cause. Seules 30 % des 300 000 PME du pays accèdent au crédit bancaire et à des taux prohibitifs de 15 %, même lorsqu'elles sont saines ;

6- l'endettement critique des collectivités territoriales.

Le 23 avril 2012, Ho Chi Minh ville a informé le vice-Premier ministre, Vu Van Ninh, que 1400 entreprises municipales ne pouvaient plus honorer leurs dettes. Ces dettes concernent principalement le secteur immobilier, pour 200 millions de dollars. La ville réclame le soutien de l'État.

Mais les similitudes avec la Chine ne peuvent être complètes. Le Vietnam est beaucoup plus petit et plus pauvre donc vulnérable. Sa population, 90 millions d'habitants, est comparable à celle de la province chinoise du Guangdong mais son PIB est quatre fois inférieur à celui de cette province. Faible, le Vietnam est très affecté par l'environnement mondial et régional. Il sort avec peine de la crise économique. Sa croissance du PIB, 5,9 % en 2011, n'atteindra que 5,6 % en 2012.

ENJEUX

L'enjeu est de savoir s'il existe une typologie des régimes politiques, des régimes identiques produisant les mêmes effets ? Les régimes vietnamien et chinois ne sont pas identiques mais similaires : deux régimes communistes de parti unique, dans l'aire culturelle chinoise, progressivement ouverts à la mondialisation et au secteur privé. (propriété asie21). Ils n'admettent pas d'opposition ni de contre-pouvoir, et donc, contrôlent l'information. Le cœur du système est constitué du parti communiste où on progresse par cooptation et patronage et du secteur public - entreprises et banques publiques - qui réalise à peu près le tiers du PIB dans les deux pays et dépend étroitement du parti. Mais le secteur privé étranger et national n'échappe pas au contrôle du parti. Le sol est, en droit, propriété publique. L'État en concède seul l'usage. Au Vietnam, le secrétaire général du Parti ne cumule pas, comme en Chine, la fonction de chef de l'État. Le Bureau politique du parti ne compte que 14 membres ; celui du Parti communiste chinois, 25 et en son sein le comité permanent de 9 membres concentre l'essentiel du pouvoir. L'Assemblée nationale du Vietnam se réunit en deux sessions annuelles d'un mois et assure une permanence de ses commissions entre les sessions. C'est

une instance de débat, ce qui n'est guère le cas de l'Assemblée populaire nationale en Chine. Le système politique du Vietnam semble plus collégial mais ses principes sont les mêmes.

COMMENTAIRES PROSPECTIFS

Si ces régimes similaires entraînent les mêmes maux, peuvent-ils y remédier ? Il est inconcevable dans un régime communiste qu'une information libre laisse le loisir de contester le monopole du pouvoir du parti communiste ; inconcevable également de privatiser le secteur public qui, pour le Parti, est son principal instrument de contrôle de l'économie. Et comment lutter contre la corruption des puissants si, faute de contre-pouvoir et de justice indépendante, ceux-ci peuvent échapper à la loi ? Jusqu'à maintenant, les deux régimes

communistes ont su conduire des stratégies économiques cohérentes sur le long terme, à l'abri des aléas des alternances démocratiques. Ils ont ainsi obtenu une forte et régulière croissance, satisfaisant les attentes de vie meilleure de leurs citoyens. Ils se trouvent l'un et l'autre, maintenant, face à leurs contradictions intrinsèques et à la nécessité de réformes. Sont-elles possibles ? Les réformes, généralement, se font dans les périodes calmes ou dans les crises dramatiques qui mettent en cause la survie d'un régime. Ce n'est, aujourd'hui, ni l'un ni l'autre cas. L'armement accéléré de la Chine, sa politique de force, notamment en mer de Chine du Sud crée une tension nationaliste en Chine et en Asie du Sud-Est, particulièrement au Vietnam. Ce raidissement est peu propice à l'engagement de réformes.

Philippe Delalande

Mer de Chine du Sud

La permanence chinoise à la mer

FAITS

Les multiples incidents qui, en mer de Chine du Sud, émaillent les relations tendues entre Pékin et les Philippines depuis le 10 avril, entre Pékin et le Vietnam constamment, font apparaître une Chine qui déploie les moyens navals d'au moins cinq agences paramilitaires (voir descriptif dans les commentaires) destinées, chacune dans leur domaine, à assurer la police maritime sur tout cet espace que, selon le tracé en neuf traits (voir carte), Pékin revendique, espace baptisé « langue de bœuf » par les autres riverains du fait de sa configuration graphique. C'est la partie visible de l'action chinoise. Celle qui l'est moins, voire pas du tout, et contrairement à ce que la propagande du pays a tendance à vouloir faire accroire, est que parallèlement, la marine de l'Armée populaire de libération (MAPL) entretient dans le secteur des îles Spratleys une permanence à la mer tenue par des patrouilles de bâtiments de guerre. Ces patrouilles (voir



Navire de guerre chinois dans le secteur des Spratleys

photo jointe) sont constituées de deux unités, apparemment du type frégate Jianghu. Elles contrôlent, sans pour autant faire barrage, tous les mouvements marins qui s'opèrent dans l'archipel et jalonnent les différents convois qui s'y rendent en les marquant à une distance de 10 milles marins.

ENJEUX ET PROSPECTIVE

L'enjeu que constitue la mer de Chine du Sud pour les différentes parties prenantes est désormais suffisamment connu dans ses détails pour qu'il ne soit pas nécessaire d'y revenir dans la présente lettre (cf. Asie21 n° 31, 32, 42 à 45, 48, 50, 51). L'essentiel pour la Chine est, en vertu de l'arbitraire tracé en neuf traits, de faire ainsi valoir une souveraineté, infondée en regard du droit de la mer, sur au moins les deux tiers du bassin (voir carte). Car au-delà des questions d'exploitation économique de la zone, la raison majeure est bien celle de la sanctuarisation de cet espace, sur le modèle de ce que furent les « bastions » soviétiques en mers de Barents et d'Okhotsk à l'époque de la Guerre froide. Car l'objectif final est de permettre ultérieurement un déploiement sécurisé des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), les Jin, lorsqu'ils seront davantage au point, à partir de leur base de Hainan vers leurs zones de patrouille. (propriété asie21). À l'inverse, il s'agit pour les riverains de la mer de Chine du Sud de préserver leurs droits face aux appétits chinois.

Dans toute l'activité que déploie Pékin en mer de Chine du Sud, un point fondamental est à retenir : le caractère régalien affiché, et non pas martial, mal dissimulé pour sa part, qu'il entend donner à cette activité. La Chine se comporte ainsi tout à fait comme s'il était acquis que le territoire maritime qu'elle surveille est incontestablement sien puisque, selon les circonstances la « langue de bœuf » est soit une zone économique exclusive, soit une mer territoriale, voire une mer historique, autant de présentations tout à fait contestables en regard du droit de la mer. Mais en fonction de cette considération, puisque dans l'esprit chinois cet espace est chinois, Pékin estime donc qu'il est dans son bon droit d'y assumer les responsabilités souveraines de conduite de l'action de l'État en mer. Le second avantage que Pékin tente de tirer d'une telle politique affichée au travers de la mise en œuvre de moyens de police maritime, déploiement effectif, et non pas militaires, déploiement dissimulé, est de forcer la reconnaissance internationale de sa souveraineté sur la langue de bœuf et de tous les archipels qu'elle enserme.

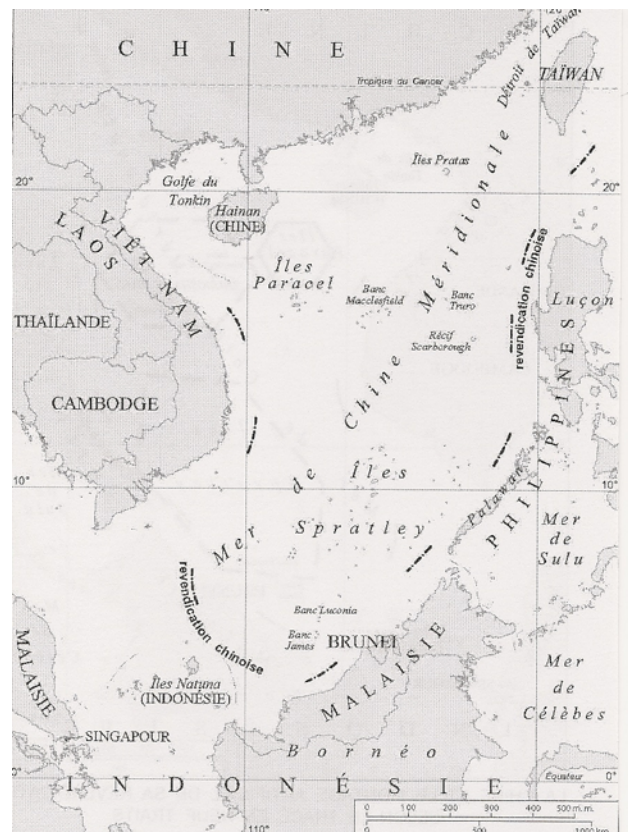
COMMENTAIRES

Pour assurer sa police maritime, la Chine déploie les moyens navals, patrouilleurs et aéronefs, de neuf à onze agences selon les sources. Néanmoins, les cinq principales sont :

- 1- les gardes côtes, corps organique des garde-frontières, unités de la Police armée populaire (PAP) détachées pour emploi auprès du ministère de la Sécurité publique 公安部 (équivalent ministère de l'Intérieur) ;
- 2- la Force de surveillance maritime, moyen organique de l'administration océanique d'État, elle-même

organique du ministère du Territoire et des Ressources ;

- 3- l'administration de Sécurité maritime, organique du ministère des transports ;
- 4- le Commandement de l'application des lois sur la pêche, organique du ministère de l'Agriculture ;
- 5- l'administration générale des Douanes. Elle a rang de quasi ministère. Elle est directement rattachée au gouvernement, le Conseil d'État.



Mer de Chine du Sud : revendication chinoise
Extrait de l'Annuaire du Droit de la Mer (ADMer) 2010

S'il n'est pas apparu utile d'entrer ici dans le détail des ordres de bataille et des moyens mis en œuvre, le problème principal que la redondance de ces moyens pose à la Chine est celui de leur coordination opérationnelle afin d'éviter soit les recouvrements intertemporels dans la répartition des missions de surveillance entre les différentes agences, avec en outre tous les problèmes de prérogative qui peuvent se poser entre les différents commandements, ou soit, à l'inverse, l'existence d'espaces vides, non couverts par la définition des missions respectives.

Daniel Schaeffer

Népal

De nouveau le marasme politique

FAITS

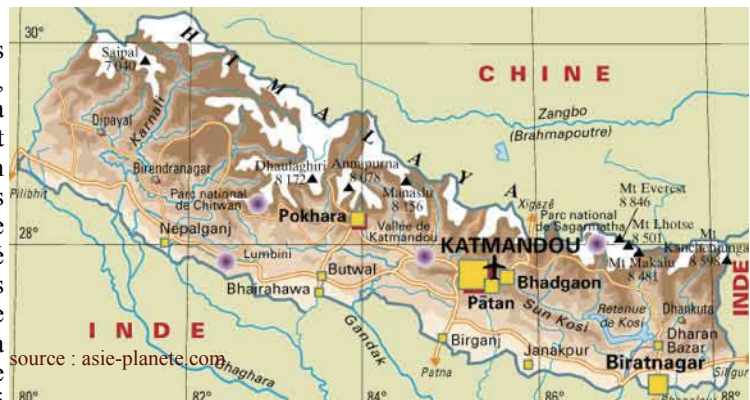
Depuis le 28 mai 2012, le Népal est retombé dans une situation de vide constitutionnel. En effet, comme elle l'avait annoncé, la Cour suprême a refusé de prolonger une cinquième fois le mandat de l'Assemblée constituante (AC) suite à son incapacité à se mettre d'accord à la majorité des deux tiers sur un texte. Le Premier ministre Baburam Bhattarai (maoïste du CPN-M) a décidé que des élections pour désigner les membres d'une nouvelle AC auraient lieu le 22 novembre prochain. Mais les juristes n'ont pas tardé à indiquer que le chef du gouvernement n'a pas le pouvoir de prendre une décision de ce type, qui se heurte en outre à l'opposition des deux autres principaux partis népalais, le Congrès (NC) et les communistes du CPN-UML. Le président de la République tente, en vain jusqu'ici, d'obtenir un consensus sur une solution, c'est-à-dire soit une reconduction de l'AC élue en 2008 soit des élections.

ENJEUX

En plus des questions relatives à la forme du nouveau régime (présidentiel ou parlementaire) et aux droits fondamentaux protégés par la constitution que les maoïstes, toujours favorables à la « dictature du prolétariat », entendent limiter, le problème le plus sérieux concerne la structure de l'État, autrement dit le fédéralisme. Parce qu'il en va pour eux de la préservation du soutien des populations depuis toujours écartées du pouvoir, qui est leur véritable force politique, les maoïstes veulent un découpage du pays sur des bases ethniques qui permettrait à chaque groupe d'être maître chez lui. (propriété asie21). Pour les autres partis, qui n'ont accepté qu'avec réticence le principe d'un Népal fédéral, les futures régions ou États doivent être dessinés en fonction de critères de cohérence économique. Les deux arguments du NC et du CPN-UML ne manquent pas de pertinence :

- 1-dans un pays qui compte une centaine d'ethnies, la structure fédérale proposée par les maoïstes ne permettra d'en satisfaire qu'une quinzaine au mieux (d'où frustration pour toutes les autres) ;
- 2-un découpage ethnique fait à terme courir le risque d'un éclatement du Népal. Ce dernier danger n'est pas tout à fait théorique quand on entend les Madhesis (habitants de la plaine du Sud) dire que leur région est la plus riche du pays et qu'ils ne paieront pas toujours pour les autres.

Pour compliquer encore les enjeux de cette question du fédéralisme, on voit se dessiner la possibilité d'une scission de chacun des principaux partis. Les fédéralistes du NC, en fait les militants originaires de la plaine du Sud, menacent de créer un Congrès dissident. Du côté du



CPN-UML, des rumeurs font état du mécontentement de la base, constituée pour beaucoup de gens issus des basses castes ou des ethnies minoritaires, contre une direction presque uniquement aux mains de brahmanes hostiles au fédéralisme ethnique. Plus inquiétant, la faction « gauchiste » du CPN-M, menée par Mohan Baidhya, qui ne veut plus des jeux « politiques » imposés par la démocratie, est tentée de reprendre la lutte armée.

COMMENTAIRES

Quatre années perdues : telle était la tonalité générale de la presse de Katmandou au lendemain de la dissolution de l'AC. Le Népal se retrouve en effet aujourd'hui dans la situation qui était la sienne début 2008, à cette seule différence que les positions des protagonistes sur les principaux enjeux constitutionnels sont maintenant claires. Il en découle que la décision devrait revenir au peuple népalais et que la seule solution démocratique consiste en l'élection d'une nouvelle AC, comme le propose le Premier ministre. Il faut espérer que les dirigeants du NC et du CPN-UML auront la sagesse de se rallier à cette solution (même si, comme ils l'avancent à juste titre, elle coûte cher) car réinstaller l'AC élue en 2008 ne mènerait d'évidence à aucun résultat.

Les deux grands voisins du Népal restent vigilants. Tous deux sont inquiets à la perspective d'une déstabilisation du pays tant au cours du processus de rédaction de la constitution qu'au cas où elle instituerait un fédéralisme à base ethnique. Chacune en proie à des mouvements autonomistes, au Tibet et au Xinjiang pour l'une et en Assam pour l'autre, ni la Chine ni l'Inde ne voient avec sympathie l'évolution du Népal vers cette sorte d'« ethnicisation ». Delhi craint en outre d'avoir à faire face à un afflux de Madhesis de la plaine du Sud si satisfaction n'était pas au moins partiellement donnée à leur revendication d'autonomie. Ce sont là de bonnes raisons pour que l'Inde et la Chine poussent leur petit voisin à la modération.

Michel Lummaux

2°

Alertes

Chine - Algérie - Corée du Nord

Frégates contre pétrole

L'Algérie a acquis trois frégates auprès de la Chine en ne déboursant que quatre millions de dollars de caution. Le reste du paiement, pour un montant total de soixante-six millions, sera effectué sous forme de livraisons de pétrole.

Un bâtiment, d'un modèle ancien, a déjà été livré ces mois derniers après avoir été rajeuni. Il est équipé d'un système de lancement de missiles nucléaires qu'Alger ne

possède pas mais s'efforce de négocier auprès de la Corée du Nord.

Les autres navires seront livrés à partir du début de 2013 tandis que Sinopec vient de signer plusieurs accords d'exploitation de pétrole, notamment en Kabylie.

Jorge Lusaf

Chine – Russie

Rencontre au sommet

La rencontre entre Poutine et Hu Jintao a donné lieu à la signature d'accords économiques à hauteur de quelque deux cents milliards de dollars sur une période s'étendant jusqu'en 2020. Désormais les échanges ne s'effectueront plus qu'en monnaies nationales des deux pays. Par ces contrats, la Russie devient le premier fournisseur de gaz de la Chine.

Les deux dirigeants se sont aussi attachés à renforcer l'intérêt stratégique que représente pour eux, face aux États-Unis, l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). (propriété asie21). En effet, cet organisme est non seulement une plateforme économique qui, au-delà des pays d'Asie centrale, comprend des observateurs qui étendent considérablement son domaine géographique mais il devrait aussi accueillir prochainement

l'Afghanistan et la Turquie. De plus, l'OCS pourrait participer d'une certaine façon à la lutte contre l'islam radical auquel Moscou et Pékin souhaitent ensemble faire front.

Par ailleurs, les deux chefs d'État ont convenu de mettre sur pied en commun une force militaire d'interposition qui, à une date non arrêtée mais qui n'hésiterait pas à aller à l'encontre des décisions des instances internationales, visera au maintien de Bashar el Assad au pouvoir en Syrie qu'ils refusent de voir tomber dans les mains des opposants armés qu'ils considèrent comme des « terroristes islamiques ».

Jorge Lusaf

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

Chine – Russie

Partenariat stratégique sino-russe

Les fonds souverains chinois et russe, *China Investment Corporation* (CIC) et *Russian Direct Investment Fund* (RDIF), ont signé le 5 juin 2012 un accord afin de créer un fond d'investissement commun, le *China-Russia Investment Fund* (CRIF). Ce fond est doté d'un capital initial de 2 milliards USD versé à part égale par les deux partenaires qui pourrait être, à terme, porté à 4 milliards USD, avec des contributions de partenaires tiers. 70 %

des fonds initiaux devraient être investis dans des projets commerciaux en Russie et dans les pays de la Communauté des États Indépendants (CEI). Toutefois, pas plus de 30 % des moyens de ce fond seront investis dans des projets chinois en Russie.

Laurent Amelot

Japon

Le Japon se préoccupe du trafic maritime dans l'Arctique

L'ouverture de routes maritimes dans l'océan Arctique et les conséquences prévisibles d'un trafic grandissant au large des côtes japonaises vont conduire les autorités de Tokyo à s'impliquer dans l'élaboration des réglementations correspondantes. En conséquence, le Japon souhaite obtenir le statut de membre observateur permanent auprès du Conseil arctique. En outre, il doit se préparer à s'accorder avec la Fédération de Russie pour assurer la cohérence des mesures de surveillance,

secours, prévention contre les pollutions accidentelles qui seront prises dans les zones de voisinage. Enfin, Tokyo devra développer ses compétences scientifiques relatives aux régions arctiques.

Sur même sujet, cf. Asie21 n° 51, *Chine, ne pas perdre le Nord* et dans ce numéro-ci, *Ambitions sud-coréennes dans l'Arctique*.

Rémi Perelman

Inde - Japon

Coopération navale indo-japonaise

A l'occasion de la célébration du 60^e anniversaire de l'établissement des relations diplomatiques entre l'Inde et le Japon, l'*Indian Navy* et la *Japan Maritime Self Defense* ont organisé leur premier exercice naval bilatéral à Sagami Bay 相模湾, dans la préfecture de Kanagawa. Centré sur le *Search and Rescue*, cet exercice a mobilisé, du côté indien, quatre bâtiments, dont l'*INS Rana*, l'*INS Shakti* et l'*INS Shivalik* et, du côté japonais, deux destroyers et un porte-hélicoptères principalement. Cet exercice a été l'occasion pour les deux marines de se familiariser avec leurs procédures navales et de communication respectives. Il devrait être suivi par un renforcement de la coopération en matière de lutte contre la

piraterie maritime au large des côtes somaliennes, l'établissement d'un dialogue institutionnalisé sur les questions navales et des passex (*passing exercise*) à l'occasion d'escales de bâtiments japonais dans les ports indiens. Ce rapprochement naval entre New Delhi et Tokyo met en exergue la préoccupation permanente du Japon en matière de protection de ses voies de communication maritimes et l'importance croissante de la mer de Chine du Sud et de l'océan Pacifique dans le commerce extérieur de l'Inde.

Laurent Amelot

3°

Points à surveiller

De la subordination des faibles et des indécis...

Lors de la récente réunion de l'Organisation de coopération de Shanghai, Boris Rubak, président du holding d'État russe OAK, à l'occasion de la signature d'un accord avec la société chinoise COMAC portant sur la mise au point et la construction d'un long-courrier sur la base de l'Iliouchine 96 (financement chinois de 7 à 12 milliards de dollars, savoir faire russe, construction en Chine), a déclaré : « **Les considérations géopolitiques sont au second plan derrière les intérêts commerciaux et technologiques** ».

Ce constat est une des caractéristiques majeures des accords et pratiques que la Chine parvient à imposer à ses

partenaires, (propriété asie21) tout en privilégiant ses propres considérations géopolitiques destinées à la mener à la suprématie économique et notamment industrielle.

La crise économique et financière, que la Chine – facteur parmi d'autres - a contribué à créer, est un atout pour la poursuite de sa stratégie. Que la Chine réussisse ou qu'elle échoue dans cette entreprise de montée en puissance, l'ordre mondial en sera déstabilisé. Le reste du monde, dans tous les domaines, devra soit s'adapter soit lutter.

Michel Jan

Auteurs et membres du groupe Asie21 ayant participé à cette lettre : Laurent Amelot, Catherine Bouchet-Orphelin, Jean-Raphaël Chaponnière, Philippe Delalande, Patrick Dombrowsky, Emmanuel Dubois, Jean Hourcade, Michel Jan, Alain Lamballe, Arnaud Leveau, Michel Lummaux, Jorge Lusaf, Rémi Perelman, Jean Perrin, Leonid Petrov, Daniel Schaeffer.

Ne faites pas de copie illégale. La copie tue l'entreprise.

